RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1990 B 03659
Numéro SIREN : 719 807 406
Nom ou dénomination : FRANFINANCE

Ce dépôt a été enregistré le 09/07/2020 sous le numéro de dépôt 19356

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre

Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 09/07/2020

Numéro de dépôt : 2020/19356

Déposant :

Nom/dénomination : FRANFINANCE

Forme juridique : Société anonyme

N° SIREN : 719 807 406

N° gestion : 1990 B 03659

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Franfinance

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

DELOITTE & ASSOCIES
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 2 188 160
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Franfinance

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Franfinance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Franfinance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

■ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Comme mentionné dans la « Note I – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » de l'annexe aux comptes consolidés, votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 24 avril 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 19 mai 2020

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES	ERNST & YOUNG Audit
Pascal Colin	Vincent Roty

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

BILAN CONSOLIDE 2019
(en milliers d'euros)

ACTIF	31/12/2019	31/12/2018
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux	0	1
Créances sur les établissements de crédit (Note 3 et 11)	541 612	423 835
Créances sur la clientèle (Note 4 et 11)	2 488 183	2 484 412
Opérations de crédit-bail et location assimilées (Note 5)	2 421 996	2 243 946
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme (Note 6)	60 281	60 027
Participations dans les entreprises mises en équivalence (Note 7)	62 818	51 285
Immobilisations incorporelles (Note 8)	23 100	19 185
Immobilisations corporelles (Note 8)	8 241	392
Autres actifs (Note 9)	65 300	78 387
Comptes de régularisation (Note 10)	44 245	42 548
Ecart d'acquisition (Note 17)		0
Total	5 715 776	5 404 018

HORS BILAN CONSOLIDE
(en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS DONNES	31/12/2019	31/12/2018
Engagements de financement donnés (Note 21)	601 200	689 883
Engagements de garantie donnés (Note 21)	62 029	39 586
Engagements sur titres à livrer (Note 21)		0
Total	663 229	729 469

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

BILAN CONSOLIDE 2019
(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/2019	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit (Note 12 et 20)	4 336 441	4 094 815
Comptes créditeurs de la clientèle (Note 13 et 20)	7 349	8 295
Dettes représentées par un titre (Note 14 et 20)	524 000	489 000
Autres passifs (Note 15)	56 222	57 155
Comptes de régularisation (Note 16)	244 851	238 389
Provisions (Note 18)	13 919	13 758
Intérêts minoritaires (Note 19)		
Dettes subordonnées		
Capitaux propres part du groupe		
- Capital souscrit (Note 19)	31 358	31 358
- Primes d'émission (Note 19)	91 495	91 495
- Réserves consolidées et autres (Note 19)	330 761	297 122
- Résultat de l'exercice (+/-) (Note 19)	79 380	82 631
Total	5 715 776	5 404 018

HORS BILAN CONSOLIDE
(en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS RECUS	31/12/2019	31/12/2018
Engagements de financement reçus (Note 21)	47 409	394 777
Engagements de garantie reçus (Note 21)	286 461	311 778
Total	333 870	706 555

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDES 2019
(en milliers d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés (Note 23)	**115 109**	**120 250**
+ Opérations avec les établissements de crédit	8 772	10 238
+ Opérations avec la clientèle	106 337	110 012
+ Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Intérêts et charges assimilées (Note 23)	**-18 204**	**-18 683**
- Opérations avec les établissements de crédit	-17 913	-18 484
- Opérations avec la clientèle	-291	-199
- Obligations et titres à revenu fixe		0
- Autres intérêts et charges assimilées		0
Produits nets sur opérations de crédit bail et de location (Note 24)	**66 263**	**64 522**
Revenus des titres à revenu variable	**6 266**	**4 048**
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	**169 434**	**170 137**
Produits des commissions (Note 25)	**32 912**	**35 731**
Charges des commissions (Note 25)	**-11 053**	**-14 062**
Produits sur opérations de change	**21**	**-135**
Autres produits d'exploitation bancaire (Note 26)	**57 334**	**53 513**
Autres charges d'exploitation bancaire (Note 26)	**-2 318**	**-2 918**
Produits nets des autres activités	**-369**	**-508**
Produit net bancaire	**245 961**	**241 758**
Charges générales d'exploitation (Note 27)	**-154 296**	**-151 222**
- Frais de personnel	-66 598	-64 576
- Frais administratifs	-87 698	-86 646
Dotations aux amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles et incorporelles	**-6 662**	**-6 293**
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**85 003**	**84 243**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDES 2019
(en milliers d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
Coût du risque (Note 29)	**-23 887**	**-30 907**
Résultat d'exploitation	**61 116**	**53 336**
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 30)	**9**	**10 047**
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Note 7)	**22 778**	**21 917**
Résultat courant avant impôt	**83 903**	**85 300**
Charge fiscale (Note 31)	**-4 523**	**-2 669**
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	**79 380**	**82 631**
Amortissements des écarts d'acquisition (Note 17)	**0**	
Intérêts minoritaires (Note 19)	**0**	**0**
RESULTAT NET PART DU GROUPE	**79 380**	**82 631**
Résultat net, part du groupe, par action en euros	40,50	42,16

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE I - PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés du groupe FRANFINANCE sont établis et présentés en conformité avec les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par le Code de Commerce, et selon les dispositions énoncées dans les règlements n° 99-07 et n° 00-05 modifiés du Comité de la Réglementation Comptable, repris dans le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et aux Sociétés de financement.

Principes et modalités de consolidation

Méthodes de consolidation :

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de FRANFINANCE et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

- **Intégration globale**

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive (en général détention de la majorité des droits de vote).

- **Intégration proportionnelle**

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière conjointe avec d'autres actionnaires ou associés de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord (aucun des actionnaires ou associés ne détient seul un contrôle exclusif).

- **Mise en équivalence**

Cette méthode s'applique aux entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sans en détenir le contrôle.

Conversion des opérations en devises

Les opérations au bilan et au hors bilan, libellées en devises, sont converties au cours de clôture communiqué par la Banque de France. Le compte de résultat est converti sur la base de la moyenne mensuelle des cours.

Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés :

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

- **Ecarts d'acquisition**

Le poste "écarts d'acquisition" représente le solde des écarts non affectés à un poste du bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés, entre leur prix de revient et la part de situation nette correspondante. Ces écarts font l'objet d'un amortissement linéaire, prorata temporis, sur une durée de 10 ans à compter de la date d'acquisition des titres.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

- **Impôts différés**

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées.

La loi de finance 2018, publiée le 31 Décembre 2017 prévoit une réduction progressive du taux d'imposition en France. D'ici 2022, le taux normal de l'impôt sur les Sociétés diminuera progressivement de 33,33 % à 25%.

En conséquence, le taux d'impôt différé retenu au 31.12.2019 en incluant la contribution sociale de 3,3% est de 25,83% pour les sociétés intégrées fiscalement dans le groupe SG.

Pour les sociétés non intégrées fiscalement, le taux d'impôt différé est de 25,83% sauf si la société a un chiffre d'affaires supérieur à 250 M€, est bénéficiaire et a des différences temporaires. Conformément à la méthode du report variable, l'effet correspondant est enregistré en augmentation de la charge d'impôt différé.

Les calculs d'impôts différés sont effectués au niveau de chaque entité fiscale et les impôts différés actif ne sont pris en compte qu'à hauteur du stock impôts différés passif constaté par l'entité à la date de clôture.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du Titre 1 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata du capital restant dû.

L'octroi de *crédits à la consommation* est réalisé dans le cadre d'un processus normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents,..). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

L'octroi de *crédits aux entreprises* repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation de dossiers supérieurs à 150 K€ est réalisée par un chargé d'études, les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels experts et d'analyses de bilans par des spécialistes métiers.

Par application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07, qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses :

- les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
  - lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis plus de deux mois
  - lorsqu'il existe une saisine de surendettement
  - lorsque le contrat a été restructuré durant la première année et dès la survenance d'un impayé au cours des deux années suivantes
  - lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré
  - s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

- lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. L'identification intervient à la déchéance du terme.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés, en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement**.**

Les créances ont, le cas échéant, été minorées par voie de dépréciations pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

En *crédit à la consommation,* les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par populations homogènes auxquelles sont appliquées des taux de dépréciation issus des observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée de recouvrement restant à courir aux taux moyen initial de production des contrats. Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et ils font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas en contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain. Ces derniers dossiers font aussi l'objet d'une actualisation des espérances de récupération.

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an,
- Les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut soit une mise sous surveillance (Watch List) avec passage en défaut au 1er impayé,
- Au delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Les clients douteux et douteux compromis *entreprises* sont dépréciés individuellement à dire d'expert si la créance est de montant supérieur à 15 K€ et sinon statistiquement. Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée. Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque**.** Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur caractère irrécouvrable est prononcé. Celui-ci peut être déclaré dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

Opérations de crédit-bail et assimilées

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilées et de location simple. Les opérations de location assimilées au crédit bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilées sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir déduction faite des intérêts compris dans les loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différée.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés, en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement. La contagion externe est appliquée sur les encours des clients communs avec les entités du Groupe Société Générale.

Les clients douteux et douteux compromis sont dépréciés individuellement à dire d'expert si la créance est de montant supérieur à 15 K€ et sinon statistiquement. Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée.

Immobilisations financières et valeurs mobilières

Il a été appliqué pour les valeurs mobilières, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, l'instruction 94-07 de la Commission Bancaire ainsi que les prescriptions du Titre 3 au Livre II du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, qui se substitue au règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Conformément à ces textes, les titres sont répartis, le cas échéant, en titres d'investissement, de placement ou de transaction.

Les titres de participation, les autres titres immobilisés, ainsi que les valeurs mobilières de placement ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, ou à leur valeur réévaluée, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces titres ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de dotation pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice, sauf pour les titres d'investissement qui restent à leur valeur historique.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les plus ou moins-value de cession de titres de participation sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat. Il n'a pas été transféré de titres d'une catégorie comptable à une autre durant l'année 2018.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'entrée majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Immobilisations des études informatiques : les prestations d'études informatiques réalisées par des entreprises externes et par le personnel sont comptabilisées en frais généraux ou en immobilisations en fonction de la nature des travaux effectués, à savoir :

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Frais généraux	Immobilisations
• Pilotage/ coordination • Etudes préalables et analyse fonctionnelle (conception générale de l'application)	• Analyse organique (conception détaillée) • Développement de l'application • Tests et jeux d'essai (y compris recette et homologation) • Documentation technique et documentation des utilisateurs

Amortissements

D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des biens selon la méthode linéaire ou dégressive. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Immeubles	40 ans
- Agencements et aménagements	8 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 ans à 10 ans
- Matériel et outillage	4 ans à 6 ans
- Matériel de transport	4 ans à 8 ans
- Matériel informatique	3 à 4 ans
- Logiciels	2 à 4 ans
- Projets informatiques	3 à 5 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute. Cette dernière s'élevait à 509.879 K€ à l'ouverture et à 544.495 K€ au 31/12/2019.

Suramortissement fiscal

Franfinance Location et Fenwick Lease bénéficient du suramortissement fiscal exceptionnel de 140 % issu de la loi de finance 2016. Ce suramortissement crée lors de l'acquisition initiale de l'actif une différence temporaire, qui sauf exception, donne lieu à la comptabilisation d'impôts différés. Selon, la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, dans les comptes consolidés, l'économie future d'impôt liée au suramortissement peut-être, au choix, reconnue au fur et à mesure de son obtention sur la durée d'utilisation de l'actif ou immédiatement et en totalité à la date de l'investissement. Pour les entités du groupe Franfinance aucun impôt différé actif n'est constaté lors de l'acquisition. L'économie fiscale est étalée sur la durée d'utilisation de l'actif.

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou d'après leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit; autres dépôts pour la clientèle. Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés parmi les dettes subordonnées. Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les intérêts courus à payer sur dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture, portant sur les instruments financiers, sont enregistrées conformément aux dispositions de l'instruction n° 94-04 de la Commission Bancaire et des prescriptions du Livre 2 au Titre 5 du Règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, qui se substitue aux règlements 88-02 et 90-15 du Comité de la Règlementation Bancaire.

Aucun engagement relatif à des opérations sur instruments financiers n'est inscrit dans les comptes de hors bilan à la clôture de l'exercice puisque FRANFINANCE ne gère pas de telles opérations sur instruments financiers à terme en 2018.

Frais de personnel

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle comprend les montants de la participation des salariés et de l'intéressement se rattachant à l'exercice.

Tout salarié (ainsi que le salarié qui a quitté l'entreprise mais qui bénéficie au titre de l'exercice concerné du droit à participation et intéressement) pourra, dans les quinze jours suivant la communication afférente, affecter tout ou partie de la part de participation et d'intéressement lui revenant au Plan d'Epargne Groupe. Le versement entraîne adhésion au règlement du plan concerné. Il est complété par un abondement de Franfinance conformément au règlement du Plan d'Epargne Groupe. Les montants investis dans le plan sont bloqués pendant cinq ans, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé, et sont exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite d'un montant égal à la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale.

Franfinance accorde à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le régime de retraite national AGIRC- ARRCO à cotisations définies (dont le régime fonctionne par répartition) et des indemnités de fin de contrat de travail,
- des avantages à long terme, tels que les médailles du travail.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les cotisations définies versées par FRANFINANCE au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux constituent des charges de l'exercice.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques pour couvrir les indemnités de fin de contrat de travail. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Avantages à long terme

Une provision est enregistrée au passif du bilan en *Provisions pour risques et charges* pour couvrir les médailles du travail, elle est évaluée avec la même méthode des unités de crédit projetées.

Le montant global des rémunérations allouées, au titre de l'exercice, à l'ensemble des membres des organes de direction à raison de leurs fonctions s'élève à 885 K€. Notons qu'il n'est pas prévu d'allouer de jetons de présence

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

au titre de 2019 aux membres du conseil d'administration. Aucune avance, ni crédit n'a été consenti aux membres des organes de direction et d'administration.

Provisions pour risques

Conformément au règlement 00-06 du CRC qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers ;
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture

Les provisions liées aux engagements envers le personnel sont décrites au paragraphe : Frais de personnel.

Charge fiscale

Les sociétés FRANFINANCE et FRANFINANCE LOCATION sont entrées dans le périmètre d'intégration fiscale de la SOCIETE GENERALE le 01/01/95, SOGEFINANCEMENT le 01/01/99, FENWICK LEASE et SAGEMCOM LEASE le 01/03/2004, DISPONIS le 01/01/2005, SOLOCVI le 01/01/2010 et CFDB le 01/01/2011. Pour ces entités juridiques, le produit ou la charge d'intégration fiscale est constaté au titre dudit exercice.
En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 28% pour les 500 000 premiers euros de bénéfice et de 31 % au-delà auquel s'ajoute une contribution de 3,3%. La loi portant modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés modifie le taux normal de l'IS appliqué aux exercices ouverts du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, pour les entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 250 M€. Ainsi, le taux normal d'IS est fixé à 33 1/3 % au lieu de 31% pour la fraction du bénéfice excédant 500 000 € (loi art.4). Néanmoins, il continue de s'établir à 28 % pour la fraction du bénéfice n'excédant pas 500 000 €.

Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net part du groupe, attribuable aux actionnaires, par le nombre d'actions.

Evénements post-clôture

Pour 2020, l'épidémie Covid-19 risque d'impacter l'activité du groupe FRANFINANCE sans qu'il soit possible d'estimer les conséquences sur les encours avec une visibilité suffisante.

NOTE II - EVOLUTION DU PERIMETRE

Le périmètre de consolidation comprend huit sociétés au 31 décembre 2019, sans changement depuis la clôture de l'exercice 2018.

Les sociétés Tunisiennes TASSHIL, ISTIKHLASS et KHADAMET, non consolidées, sont en cours de liquidation.

La SCI AUXIMMO et CFC Services, détenues à 100%, ainsi que la SNC CONCILIAN ne sont pas consolidées car présentant une activité peu significative au 31/12/2019.

En date du 28/02/2018, Franfinance a acquis auprès du groupe CEGEDIM la totalité des titres des sociétés CEGELEASE et EUROFARMAT. L'activité de CEGELEASE porte principalement sur le financement des officines pharmaceutiques et des professionnels de la santé, via la location financière et le crédit-bail adossé. EUROFARMAT est plus particulièrement chargée de la revente des biens en fin de contrat.
La société EUROFARMAT n'est pas reprise dans le périmètre de consolidation du groupe FRANFINANCE en raison de son caractère non significatif.
La société CEGELEASE est quant à elle exclue de la consolidation pour l'exercice 2019 en raison des difficultés techniques d'intégration de leur système d'information dans l'environnement FRANFINANCE. Cette exclusion au

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

titre de l'exercice 2019 n'est pas de nature à remettre en cause l'image fidèle donnée par les comptes consolidés, compte tenu des indicateurs financiers de la société.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 3 - Créances sur les établissements de crédit

en milliers d'euros	2019	2018
Créances à vue	157 329	49 309
Créances à terme	383 228	373 432
Créances rattachées	1 055	1 094
Total	**541 612**	**423 835**

Note 4 - Créances sur la clientèle

en milliers d'euros	2019			2018		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances commerciales						
Autres concours à la clientèle :	2 633 360	147 546	2 485 814	2 681 729	200 470	2 481 259
Crédits à la clientèle	2 329 600		2 329 600	2 310 206		2 310 206
Créances douteuses	152 967	68 578	84 389	203 594	106 840	96 754
Créances douteuses compromises	128 231	78 968	49 263	145 782	93 630	52 152
Créances rattachées	22 562		22 562	22 147		22 147
Comptes débiteurs de la clientèle :	2 369		2 369	3 153		3 153
Comptes débiteurs	2 369		2 369	3 153		3 153
Créances rattachées	0		0	0		0
Total	**2 635 729**	**147 546**	**2 488 183**	**2 684 882**	**200 470**	**2 484 412**

Dépréciations des créances douteuses sur la clientèle

en milliers d'euros	2018	Dotations	Reprises	2019
Créances douteuses (1)	106 840	55 320	93 582	68 578
Créances douteuses compromises	93 630	67 360	82 022	78 968
Total	**200 470**	**122 680**	**175 604**	**147 546**

(1) Les pertes constatées en 2019 s'élèvent à 84 529 K€ contre 60 305 K€ en 2018

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 5 - Opérations de crédit-bail et de location assimilées

en milliers d'euros	2019			2018		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Crédit bail mobilier et assimilé :	559 940	16 847	543 093	539 868	15 019	524 849
Opérations de crédit bail mobilier	507 555		507 555	499 435		499 435
Créances douteuses	32 274	11 462	20 812	21 780	9 866	11 914
Créances douteuses compromises	8 452	5 385	3 067	7 417	5 153	2 264
Créances rattachées	11 659		11 659	11 236		11 236
Locations et assimilées	1 927 241	48 338	1 878 903	1 759 654	40 557	1 719 097
Opérations de location et assimilés	1 826 602		1 826 602	1 675 956		1 675 956
Créances douteuses	62 273	34 151	28 122	53 937	30 124	23 813
Créances douteuses compromises	18 381	14 187	4 194	12 789	10 433	2 356
Créances rattachées	19 985		19 985	16 972		16 972
Total	**2 487 181**	**65 185**	**2 421 996**	**2 299 522**	**55 576**	**2 243 946**

Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et assimilées

en milliers d'euros	2018	Dotations	Reprises	2019
Crédit bail mobilier et assimilé	15 019	5 028	3 200	16 847
Créances douteuses	9 866	3 693	2 097	11 462
Créances douteuses compromises (1)	5 153	1 335	1 103	5 385
Locations et assimilées	40 557	18 587	10 806	48 338
Créances douteuses	30 124	10 961	6 934	34 151
Créances douteuses compromises (1)	10 433	7 626	3 872	14 187
Total	**55 576**	**23 615**	**14 006**	**65 185**

(1) Les pertes sur les créances de crédit bail et de location financière constatées en 2019 s'élèvent à 6 567K€ contre 13 910 K€ en 2018

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 6 - Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

en milliers d'euros	% détenu	Capitaux propres sociaux autres que capital hors provisions réglementées et avant affectation du résultat	Capitaux propres financiers autres que capital et avant affectation du résultat	Résultat 2019	Valeur comptable des titres détenus		
					Brute 2019	Nette 2019	Nette 2018
- SNC CONCILIAN	**49,00%**	0	0	1 630	7	7	7
- KHADAMET *(en cours de liquidation) (1)*	**89,00%**	-277	-277	-2	2 693	0	0
- AUXIMMO SCI	**100,00%**	55	55	204	1 617	1 617	1 617
- ISTIKHLASS *(en cours de liquidation) (1)*	**49,00%**	-128	-128	-6	91	0	0
- TASSHIL SA *(en cours de liquidation)*	**34,98%**				370	1	1
- CFC SERVICES	**100,00%**	-801	-801	207	3 636	1 156	904
- CEGELEASE	**100,00%**	10 817	10 817	6 195	57 289	57 289	57 289
-EUROFARMAT	**100,00%**	54	54	143	211	211	211
Total					**65 914**	**60 281**	**60 029**

(1) Dernières données connues : 2013

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

	contrôle			résultat au 31/12/19	résultat au au 31/12/19	réserves au 31/12/19	résultat au 31/12/18	résultat au au 31/12/18	réserves au 31/12/18
Sociétés financières :				**62 818**	**22 778**	**39 476**	**51 285**	**21 917**	**28 830**
- SAS SOGEFINANCEMENT	20%	Crédit	9 107 479	62 818	22 778	39 476	51 285	21 917	28 830
Total				**62 818**	**22 778**	**39 476**	**51 285**	**21 917**	**28 830**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Immobilisations incorporelles								
Fonds commercial	0				0		0	0
Droit au bail	0				0		0	0
Logiciels, frais études informatiques	62 357			5 230	67 587	59 340	8 247	6 935
Autres	39 705	10 364		-5 230	44 839	29 986	14 853	12 250
Sous-total	**102 062**	**10 364**	**0**	**0**	**112 426**	**89 326**	**23 100**	**19 185**
Immobilisations corporelles								
Terrains, immeubles	101				101	91	10	10
Agencements et aménagements	5 306	6 284	2 378		9 212	2 969	6 243	164
Matériel et mobilier de bureau	1 509	2 021	791		2 739	751	1 988	218
Sous-total	**6 916**	**8 305**	**3 169**	**0**	**12 052**	**3 811**	**8 241**	**392**
Total	**108 978**	**18 669**	**3 169**	**0**	**124 478**	**93 137**	**31 341**	**19 577**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 9 - Autres actifs

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Fournisseurs débiteurs	1 710	1 170
Etat, impôts et taxes	26 524	28 818
Groupe et associés	23 830	30 002
Débiteurs divers	13 236	18 397
Total	**65 300**	**78 387**

Note 10 - Comptes de régularisation - Actif

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Produits à recevoir	11 062	11 667
Provision pour Impôts Différés Actif (1)	30 113	28 044
Charges constatées d'avance	3 043	2 835
Divers	27	2
Total	**44 245**	**42 548**

(1) La ventilation des provisions pour impôts différés actif est la suivante :

	en milliers d'euros	
	2019	2018
- Amortissements réputés différés	0	0
- Différences temporaires	30 114	28 044
Total	**30 114**	**28 044**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

- A vue	157 329					157 329
- A terme	6 708	34 723	37 389	113 131	191 590	383 541
- Créances rattachées		742				742
Créances sur la clientèle	**398 211**	**675 109**	**595 017**	**653 925**	**165 921**	**2 488 183**
- Autres concours à la clientèle	395 842	675 109	595 017	653 925	165 921	2 485 814
- Comptes débiteurs de la clientèle	2 369					2 369
Total	**562 248**	**710 574**	**632 406**	**767 056**	**357 511**	**3 029 795**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 12 - Dettes envers les établissements de crédit

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Dettes à vue	4 673	28 188
Dettes à terme	4 323 723	4 058 463
Dettes rattachées	8 045	8 164
Total	**4 336 441**	**4 094 815**

Note 13 - Comptes créditeurs de la clientèle

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Autres dettes à vue	6 025	6 210
Autres dettes à terme	1 246	2 020
Dettes rattachées	78	65
Total	**7 349**	**8 295**

Note 14 - Dettes représentées par un titre

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables	524 000	489 000
Dettes rattachées		
Total	**524 000**	**489 000**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 15 - Autres passifs

	en milliers d'euros	
	2019	**2018**
Dettes fournisseurs	22 505	24 307
Fournisseurs, Effets à payer		0
Etat, impôts et taxes	13 727	15 295
Organismes sociaux	2 298	2 364
Dépôts de garantie	35	35
Assurances	2 035	2 049
Groupe et associés	11 586	10 790
Créditeurs divers	4 034	2 315
Total	**56 220**	**57 155**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 16 - Comptes de régularisation - Passif

	en milliers d'euros	
	2019	**2018**
Produits constatés d'avance	37 361	35 840
Charges à payer frais généraux	38 756	41 619
Provisions pour impôts différés (1)	148 472	140 833
Provisions pour congés payés	6 610	6 365
Provision pour participation et intéressement	3 534	3 407
Divers	10 118	10 325
Total	**244 851**	**238 389**

(1) La ventilation des provisions pour impôts différés passif est la suivante :

	en milliers d'euros	
	2019	**2018**
- Réserves latentes	140 684	133 234
- Amortissements réputés différés		0
- Différences temporaires	7 788	7 599
Total	**148 472**	**140 833**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 18 - Provisions

	2018	Dotations	Reprises provisions	Virement comptable	2019
Provisions pour avantages sociaux (1)	8 329	1 725	817	842	10 079
Autres provisions	5 429	443	1 190	-842	3 840
Total	**13 758**	**2 168**	**2 007**	**0**	**13 919**

(1) Les provisions pour avantages sociaux intègrent :
- une provision de 7 390 K€ au 31/12/2019 contre 6 370K€ au 31/12/2018 pour couvrir les indemnités de fin de carrière.
- une provision de 1 948 K€ au 31/12/2019 contre 1 959 K€ au 31/12/2018 pour couvrir les médailles du travail.

Les provisions ont été évaluées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées :
- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu sur la France est de 0,66% contre 1,40% en 2018
- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation retenu est de 0,54% contre 1,20% en 2018

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 19 - Evolution des capitaux propres et des intérêts minoritaires

en milliers d'euros	Solde au 31.12.2017	Solde au 31.12.2018	Bénéfice 2018	Distribution dividendes	Autres variations	Solde au 31.12.2019
Capital et primes d'émission						
Capital social	31 358	31 358				31 358
Primes d'émission	91 495	91 495				91 495
	122 853	**122 853**	**0**	**0**	**0**	**122 853**
Réserves consolidées et réserves de réévaluation	263 752	297 122	82 631	-48 997	5	330 761
	386 605	**419 975**	**82 631**	**-48 997**	**5**	**453 614**
Bénéfice part du groupe	**80 404**	**82 631**	**-82 631**		**79 380**	**79 380**
Situation nette Part groupe	**467 009**	**502 606**	**0**	**-48 997**	**79 385**	**532 994**
Intérêts minoritaires						
Part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres	0	0				0
Bénéfice part des tiers	0	0				0
Situation nette minoritaires	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Nombre d'actions	1 959 861	1 959 861				1 959 861
Résultat net par action en euros (1)	41,03	42,16				40,50
Résultat net, part du Gpe, par action en € (2)	41,03	42,16				40,50

(1) le résultat net par action correspond au bénéfice (part du groupe et part des tiers) divisé par le nombre d'actions.
(2) le résultat net part du groupe par action correspond au bénéfice part du groupe divisé par le nombre d'actions.

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 959 861			1 959 861	16

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

- A vue	4 076					4 076
- A terme	414 921	916 220	1 146 198	1 592 554	253 830	4 323 723
- Dettes rattachées	646	3 347	1 458	2 162	432	8 045
Comptes créditeurs de la clientèle	**7 349**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 349**
- A vue	6 025					6 025
- A terme	1 324					1 324
Dettes représentées par un titre	**169 500**	**314 500**	**40 000**			**524 000**
Total	**597 089**	**1 234 067**	**1 187 656**	**1 594 716**	**254 262**	**4 867 790**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

					liées	
Engagements en faveur de la clientèle	601 200					601 200
Engagements de garantie (1)	62 029					62 029
Engagements sur titres à livrer	0					
Total	**663 229**	**0**	**0**	**0**	**0**	**663 229**

(1) Engagement de garantie donnés à La Banque Postale Leasing & Factoring

Engagements reçus

en milliers d'euros	Total 31/12/2019	Accordés par :				Autres
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	
Engagements de financement	47 409				47 409	
Engagements de garantie (1)	286 461				286 461	
Total	**333 870**	**0**	**0**	**0**	**333 870**	**0**

(1) dont 206 M€ de garanties de la SOCIETE GENERALE sur les opérations SGEF Vendor Desk

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 22 - Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

FRANFINANCE et les entités incluses dans le périmètre de consolidation du groupe FRANFINANCE, n'ont pas réalisé de transactions avec des parties liées relevant des termes du règlement ANC n°2010-05

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 23 - Produits et charges d'intérêts

OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS	en milliers d'euros	
	2019	2018
Opérations avec les banques centrales, les Comptes Courants Postaux et les établissements de crédit	8 772	10 238
Total des produits (1)	**8 772**	**10 238**
Opérations avec les banques centrales, les Comptes Courants Postaux et les établissements de crédit	-17 913	-18 484
Total des charges (2)	**-17 913**	**-18 484**
Total net des opérations avec les établissements de crédit	**-9 141**	**-8 246**

(1) dont intérêts courus à recevoir 1 055 K€ en 2019.
(2) dont intérêts courus à payer 8 045 K€ en 2019.

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	en milliers d'euros	
	2019	2018
Autres concours à la clientèle	106 337	110 012
Total des produits (1)	**106 337**	**110 012**
Autres dettes envers la clientèle	-291	-199
Total des charges	**-291**	**-199**
Total net des opérations avec la clientèle	**106 046**	**109 813**

(1) dont intérêts courus à recevoir 22 562 K€ en 2018.

OBLIGATIONS ET TITRES A REVENU FIXE	en milliers d'euros	
	2019	2018
TCN émis	0	0
Total des charges	**0**	**0**
Total net des opérations sur obligations et titres à revenu fixe	**0**	**0**

AUTRES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	en milliers d'euros	
	2019	2018
Gains sur instruments de taux		
Total des produits	**0**	**0**
Pertes sur instruments de taux		
Total des charges	**0**	**0**
Total net des autres intérêts et charges assimilées	**0**	**0**

Total des produits	**115 109**	**120 250**
Total des charges	**-18 204**	**-18 683**
Produits nets d'intérêts	**96 905**	**101 567**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 24 - Produits nets des opérations de crédit-bail et de location

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Crédit-bail mobilier et assimilé	13 369	14 611
Locations et assimilées	52 894	49 911
Total	**66 263**	**64 522**

Note 25 - Commissions

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Produits des commissions	32 912	35 731
Charges des commissions (1)	-11 053	-14 062
Produits nets de commissions	**21 859**	**21 669**

(1) dont 3 431 K€ de commissions versées en 2019 à SG et SGEF dans le cadre de la convention Vendor Desk.

Note 26 - Autres produits et charges d'exploitation

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Refacturations à SGEF SA	1 199	1 385
Refacturations à STARLEASE	4 432	4 439
Refacturations à PMCF	599	661
Refacturations à SOGEFINANCEMENT	9 780	8 844
Refacturations à SOGELEASE	6 395	6 303
Refacturations à SOCIETE GENERALE	4 720	4 660
Refacturations à LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	14 294	11 498
Autres produits	15 915	15 723
Total autres produits	**57 334**	**53 513**
Autres charges d'exploitations bancaires (1)	-2 318	-2 918
Total autres charges	**-2 318**	**-2 918**
Produits nets d'exploitations bancaires	**55 016**	**50 595**

(1) Litige débiteurs divers risque opérationnel

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 27 - Charges générales d'exploitation

FRAIS DE PERSONNEL	en milliers d'euros	
	2019	2018
Montant de la masse salariale	39 701	39 600
Autres charges sociales et fiscales (1) (2)	23 271	21 525
Participation et intéressement	3 626	3 451
Total	**66 598**	**64 576**

(1) le montant des cotisations définies versées au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux s'élève à 7 367 K€ en 2019 contre 7 082 K€ en 2018

Conformément à l'article L.225-43 du code du commerce, aucun crédit ou avance n'a été alloué aux dirigeants.

(2) Dont aucun CICE en 2019 contre 1 188 K€ en 2018

FRAIS ADMINISTRATIFS	en milliers d'euros	
	2019	2018
Impôts et taxes	3 675	3 720
Locations et charges locatives	6 047	7 069
Honoraires (1)	6 328	5 513
Affranchissement, téléphone	3 850	3 319
TVA non récupérable	-329	4 779
Prestations de services extérieurs (2)	46 942	41 480
Sous traitance informatique	478	2 069
Gestion du recouvrement commercial, requêtes Banque de France,…	5 018	5 318
Frais de marketing (frais de publicité, de missions, réceptions,...)	7 901	8 482
Autres	8 389	4 897
Total	**88 299**	**86 646**

(1) Les honoraires des CAC s'élèvent en 2019 à 379 K€ dont 232 K€ sur FRANFINANCE, 66 K€ sur FENWICK LEASE, 17 K€ sur SOLOCVI, 24 K€ sur FRANFINANCE LOCATION, 15 K€ sur CFDB, 16 K€ sur SAGEMCOM LEASE et 9 K€ sur DISPONIS

(2) Les refacturations du groupe Société Générale s'élèvent à 21,7 M€ en 2019 (dont 21 M€ de prestations externalisées chez RESG/GTS) contre 22 M€ en 2018 (dont 18,4 M€ de prestations externalisées chez RESG/GTS)

Note 28 - Ventilation de l'effectif moyen

Catégories de salariés	2019		2018	
	Personnel Salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise	Personnel Salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	484	53	465	54
Agents de maîtrise	236		276	8
Techniciens	243	3	224	
Total	**963**	**56**	**965**	**62**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 29 - Coût du risque

en milliers d'euros	2019		2018	
	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan
Pertes sur clients et débiteurs divers	-91 100		-74 420	
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers	-47 427	-191	-55 179	-199
Reprises sur dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	90 656	199	70 250	221
Profits sur clients	23 976		28 420	
Total	**-23 895**	**8**	**-30 929**	**22**

(1) La reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque pour 11 051 K€ en 2019 contre 12 452 K€ en 2018

Note 30 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

en milliers d'euros	2019	2018
Plus-values sur immobilisations financières (1)	254	10 047
Moins-values sur immobilisations financières	0	0
Plus- values nettes sur titres de participations	**254**	**10 047**
Plus-values sur immobilisations incorporelles		
Moins-values sur immobilisations corporelles (2)	-245	
Plus-values sur immobilisations corporelles		
Plus- values nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	**-245**	**0**
Total plus- values nettes sur actifs immobilisés	**9**	**10 047**

(1) dont Cession participation SGEF Iberia pour 9,8 M€ en 2018

(2) Cession mobiliers et autres immos d'exploitation pour 245K€ en 2019, suite déménagement siège social

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Note 31- Charge fiscale

	en milliers d'euros	
	2019	2018
Charge fiscale courante	669	7 923
Charge fiscale différée	-5 570	-10 592
Prov risques & charges contrôle fiscal	378	
Total	**-4 523**	**-2 669**

Composition de la charge fiscale différée

en milliers d'euros	2019	2018
ID s/ différences temporaires	-5 570	-10 592
ID s/étranger	0	0
Reports déficitaires	0	0
Total	**-5 570**	**-10 592**

Rationalisation du taux effectif groupe

	2019	2018
Résultat courant avant impôt	83 903	85 300
- Rslt des sociétés mises en équivalence	-22 778	-21 917
Base	61 125	63 383
Taux d'impôt théorique	34,430%	34,430%
1. Différentiel sur éléments imposés à taux réduit		
2. Différences permanentes	-4,099%	-7,080%
3. Effets des pertes de l'exercice non déductibles et des sociétés bénéficiaires sans impôt		
4. Actualisation du taux d'ID passant de 34,43 % à 25,83 % à la suite de la Loi de Finances 2018	-7,141%	-5,546%
5. Déduction fiscale exceptionnelle en faveur de l'investissement (1)	-15,334%	-17,473%
6. Autres éléments nets	-0,416%	-0,136%
Taux Réel	**7,440%**	**4,195%**

(1) Détail en milliers d'euros:

Années / Sociétés	2019	2018
Fenwick Lease	7 010	8 146
Franfinance Location	2 363	2 929
Total	9 373	11 075

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE 2019
(en milliers d'euros)

	31/12/2019			
	France	**Etranger zone Euro**	**Etranger hors zone Euro**	**Total**
Intérêts et produits assimilés	**115 109**	**0**	**0**	**115 109**
+ Opérations avec les établissements de crédit	8 772			8 772
+ Opérations avec la clientèle	106 337			106 337
+ Autres intérets et produits assimilées	0			0
Intérêts et charges assimilées	**(18 204)**	**0**	**0**	**(18 204)**
- Opérations avec les établissements de crédit	(17 913)			(17 913)
- Opérations avec la clientèle	(291)			(291)
- Obligations et titres à revenu fixe	0			0
- Autres intérêts et charges assimilées	0			0
Produits nets sur opérations de crédit bail et de locat	**66 263**			**66 263**
Revenus des titres à revenu variable	**6 266**			**6 266**
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	**169 434**	**0**	**0**	**169 434**
Produits des commissions	**32 912**			**32 912**
Charges des commissions	**(11 053)**			**(11 053)**
Résultat net des opérations financières	**21**			**21**
Autres produits d'exploitation bancaire	**57 334**			**57 334**
Autres charges d'exploitation bancaire	**(2 318)**			**(2 318)**
Produits nets des autres activités	**(369)**			**(369)**
Produit net bancaire	**245 961**	**0**	**0**	**245 961**
Charges générales d'exploitation	**(154 296)**	**0**	**0**	**(154 296)**
- Frais de personnel	(66 598)			(66 598)
- Frais administratifs	(87 698)			(87 698)
Dotations aux amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles et incorporelles	**(6 662)**			**(6 662)**
Résultat brut d'exploitation	**85 003**	**0**		**85 003**
Coût du risque	**(23 887)**			**(23 887)**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**61 116**	**0**	**0**	**61 116**

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES
AU 31/12/2019

Nom de la société	Siège social	N° SIREN	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
METHODE INTEGRATION GLOBALE				
FRANFINANCE SA	53, rue du Port 92724 NANTERRE	719 807 406	Société Mère	
FRANFINANCE LOCATION	53, rue du Port 92724 NANTERRE	314 975 806	100%	100%
SOLOCVI	53, rue du Port 92724 NANTERRE	390 138 634	100%	100%
SAGEMCOM LEASE	53, rue du Port 92724 NANTERRE	340 600 550	100%	100%
FENWICK LEASE	53, rue du Port 92724 NANTERRE	352 281 356	100%	100%
DISPONIS SAS	53, rue du Port 92724 NANTERRE	562 047 902	100%	100%
COMPAGNIE FINANCIERE DE BOURBON	32 bis rue claude CHAPPE 97420 LE PORT	343 778 023	100%	100%
METHODE MISE EN EQUIVALENCE				
SAS SOGEFINANCEMENT	53, rue du Port 92724 NANTERRE	394 352 272	20%	20%

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

FRANFINANCE

S.A. au capital de 31 357 776 €
Siège social : 53 rue du Port – CS 90201 – 92724 Nanterre Cedex
719 807 406 R.C.S. NANTERRE

RAPPORT DE GESTION

EXERCICE 2019

1. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE POUR LES ENTREPRISES

Franfinance intervient auprès des entreprises pour répondre à leurs besoins de financement.

Le contexte économique

En 2019, l'évolution trimestrielle du PIB reste régulière, et en légère augmentation par rapport à 2018, sur les trois premiers trimestres (+0,3% à +0,4% par trimestre), mais le 4ème trimestre affiche un recul (-0,1%), suite aux mouvements de grève liés à la réforme des retraites. Au global, la progression annuelle est de +1,2 %, en régression par rapport à l'an dernier (+1,5%), et inférieure aux prévisions de début d'année qui étaient de + 1,3% à +1,9%.
Les prévisions 2020 prévoient une stabilité (entre + 1,1 % et + 1,2 %), selon différentes sources (INSEE, BDF, OCDE). Mais ces prévisions risquent d'être revues à la baisse selon l'évolution des impacts économiques liés au Coronavirus.

Le transport

Faits marquants 2019

1/ La croissance économique mondiale s'affaiblit tandis que celle de la France, bien qu'en retrait par rapport à 2018, affiche un niveau supérieur à la moyenne européenne, supérieur même à l'Allemagne.

Des inquiétudes restent présentes avec les signes de récession outre-Rhin, les tensions commerciales et géopolitiques mondiales, le Brexit et désormais le Covid-19…

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

2/ A mi-2019, l'activité de **transport routier de marchandises** des véhicules immatriculés en France augmente de 2,2% au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 3,9% au premier trimestre de cette même année. Néanmoins, le transport reste encore soumis à une fiscalité mal ciblée dans le contexte concurrentiel européen maîtrisé et un déficit de recrutement.

Le moral des chefs d'entreprises continue à baisser au 3ème trimestre 2019. Le baromètre de la FNTR qui synthétise le jugement des professionnels sur la situation de leur entreprise, réaffirme le net ralentissement du secteur sur les neuf premiers mois de 2019.

L'Allemagne a perdu son leadership au profit de la Pologne : le pavillon français est le 4ème pavillon pour l'activité globale avec un poids de 8,6% du total transporté, soit la moitié du poids du pavillon polonais, nouveau leader européen et le seizième rang pour l'activité internationale, soit vingt fois moins que le pavillon polonais. Les pavillons est-européens représentent 33% du trafic européen.

3/ Le marché de la carrosserie affiche en 2019 un niveau élevé d'immatriculations, suite à l'afflux des commandes depuis mi-2018. Il reste dorénavant à suivre la décrue amorcée au second semestre afin d'essayer d'en mesurer la portée à moyen terme.

Les marchés immatriculations ont connu une excellente année. Au-delà des volumes de marché au plus haut dans quasiment tous les segments et métiers et avec l'impact très fort de tous les types de véhicules lié aux activités du BTP ; on notera l'évolution de la transition énergétique des carrossiers constructeurs, mouvement auquel les carrossiers frigorifiques participent brillamment.

4 / La distribution VI : un marché de bon niveau globalement mais un retournement de tendance perçu avec des inquiétudes sur les véhicules d'occasion.

Si l'activité 2019 est positive, avec un niveau satisfaisant globalement pour les activités d'après-vente, y incluant la vente de contrats d'entretien, les distributeurs ont ressenti dès le début du second semestre un retournement sensible dans les commandes.

Le marché des véhicules d'occasion, et surtout le marché tracteur cristallise les inquiétudes. En effet, plusieurs années consécutives de livraisons de véhicules neufs au plus haut niveau dans un contexte d'accélération de la rotation des parcs suscitent dorénavant une tension dans les circuits de seconde main : augmentation des délais de stockage et pression sur les prix caractérisent ce marché sous tension (baisse des prix estimée à 8% en moyenne).

Prévisions 2020 de l'OVI : un point d'inflexion en cours de confirmation.

Une baisse globale du marché attendue en 2020.

Après un exercice 2019 de très haut niveau quant au volume d'immatriculations pour l'ensemble des marchés de l'utilitaire (VI, semi-remorques, VUL), 2020 conserve une base favorable grâce à des indicateurs économiques encore bien orientés au niveau national, bien que plus aléatoires au niveau international.

	2019	Var / 2018	2020 prévisions	Var / 2019
TRACTEURS	30 673	+2,4 %	26 000	-13 %
PORTEURS	24 577	+0,1 %	23 500	– 6 %
TOTAL	55 250	+2,4 %	49 500	-10 %

Source : Extrait de l'Observatoire du véhicule Industriel (OVI) – Janvier 2020

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

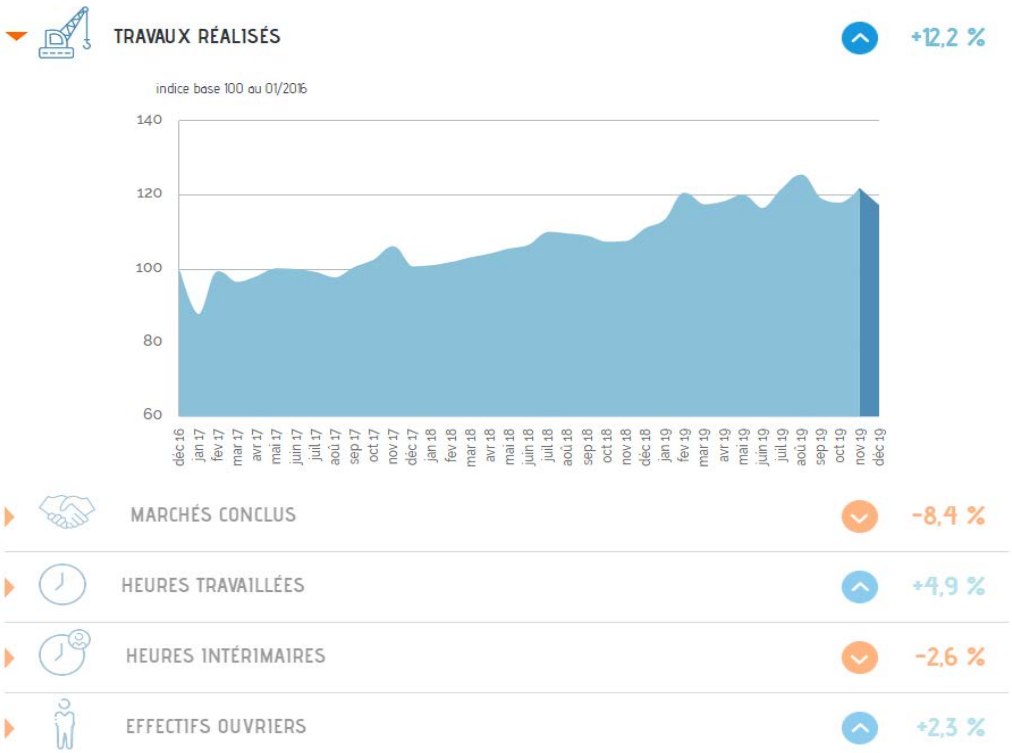
Le BTP

L'année 2019 a été marquée par une forte croissance des facturations. Toutefois, le moindre dynamisme du mois de décembre combiné à la baisse continue des marchés conclus et aux premiers signaux d'alerte sur les heures travaillées laissent présager un ralentissement du rythme de croissance. La FNTP prévoit donc une stabilisation du volume d'activité dans ses perspectives 2020.

Le secteur bénéficiera tout d'abord d'un contexte économique encore porteur. La croissance économique faiblira à peine passant de 1,4 % à 1,2 %.

Le tassement général de la dynamique de l'investissement expliquera une large partie du mouvement. Toutefois, il s'agira bien d'un tassement et non d'une inflexion à la baisse, d'autant que les difficultés de recrutement resteront fortes, tous secteurs confondus, et que le marché du crédit s'avèrera toujours attractif, avec des taux qui remonteraient peu.

Par ailleurs, les dépenses de consommation des ménages amorceront une petite accélération, un an après la mise en place des mesures « pouvoir d'achat » prises suite à la crise des « gilets jaunes » et alors que le taux de chômage ressortir quasiment stable à 8,1 % en 2020. Cette impulsion se lira notamment dans le redéploiement de dépenses dites « compressibles » en temps plus difficiles, dont l'entretien courant des logements.



Source : *FNTP (Fédération Nationale des Travaux Publics) - Bulletin de conjoncture mensuelle février 2020*
Source : *FFB – Extrait Conférence de presse – 12 décembre 2019*

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Equipements industriels

Le suivi de l'industrie française, réalisé par les journalistes de "L'Usine Nouvelle" est pour la troisième année consécutive sans ambiguïté en 2019. Il s'est ouvert près de deux fois plus de sites industriels – unités de production (majoritaires), centres de R & D, d'essai et de logistique qu'il ne s'en est fermé. Nous avons recensé 70 ouvertures pour 40 fermetures. L'an passé, le territoire français n'avait accueilli que 60 nouvelles ouvertures.

Des capacités de production orientées à la hausse

Après des années difficiles, l'industrie a repris du poil de la bête. Sur le terrain, le sursaut est notable. Les fermetures d'usines font toujours les gros titres et l'année 2019 en a apporté son lot. L'augmentation des capacités de production reste orientée à la hausse.

Les nouvelles implantations ne sont que la partie émergée de l'iceberg de l'évolution des capacités de production, car nous identifions aussi 45 extensions de site qui sont la modalité la plus courante de développement pour les entreprises déjà existantes.

Nous repérons aussi les modernisations d'usines dont l'investissement est supérieur à environ 1 million d'euros, soit 32 sites concernés l'an passé. Ces investissements sont entrepris tant par des grandes entreprises que des PME.

Les emplois renaissent

Malgré l'enjeu de reconversion de certains secteurs, la dynamique est solide. Même le secteur de l'électronique, avec des entreprises comme Ledger et Folan, se prend à développer ses solutions en France et non en Chine. En revanche, la taille des projets diminue.

Les petits ruisseaux des nouvelles usines, extensions et modernisations viennent désormais grossir une rivière puisque l'emploi industriel a enfin relevé la tête. Depuis 2001, il présentait un solde négatif ; il est positif depuis 2018. Au troisième trimestre 2019, l'industrie a créé 17 400 emplois salariés par rapport à la même période de l'an passé.

Source : L'usine nouvelle - bilan industriel 2019 – 18 décembre 2019

Manutention

Le marché français de la manutention continue de progresser et retrouve son niveau d'avant crise. Les chiffres du baromètre DLR du deuxième trimestre 2019 le confirment : les investissements des collectivités, entraînant ceux des entreprises, ont permis l'augmentation du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur.

Le segment distribution s'envole, à +19,7% par rapport à l'année dernière. Il est essentiellement porté par l'augmentation de 39% des ventes de matériels neufs au deuxième trimestre. Le marché des matériels d'occasion n'est pas en reste, puisqu'il affiche une hausse de 30% sur un an.

La location n'est pas en reste

Quant au marché de la location de matériels de BTP, il poursuit sa période faste avec une croissance ininterrompue depuis trois ans. Son chiffre d'affaires a ainsi augmenté de 13% par rapport au premier trimestre (+5,8% en variation annuelle au T2 2019). Croissance due principalement à l'amélioration du taux de rotation et à l'augmentation de la valeur du parc.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Enfin, le secteur de la manutention industrielle et agricole n'a pas à rougir non plus de ses résultats (+10,2% du chiffre d'affaires sur un an), en cohérence avec la tendance générale du marché.

Dans ce contexte, notre partenaire, le groupe FENWICK LINDE a réalisé un bon exercice et demeure avec 30% de part de marché en France, leader sur son secteur.

Source : DLR – Fédération Nationale des Distributeurs, Loueurs et Réparateurs – mai 2019, et données Fenwick Linde à fin décembre 2019.

Le marché de l'informatique / bureautique

Une année 2019 très positive, la confiance au rendez-vous pour 2020

Même si on observe un certain tassement des entreprises déclarant une croissance de leurs activités en 2019, le climat des affaires dans le numérique reste bien orienté. Au troisième trimestre 2019, 63% des entreprises du secteur prévoyaient une progression de leur chiffre d'affaires sur l'exercice.

1000 PME

Parmi les entreprises du secteur, on compte 1000 PME, 850 startups et TPE, 120 ETI et 30 grands groupes. Ces 2000 entreprises réalisent 80% du chiffre d'affaires global du secteur**.**

89%

Interrogées par IDC, 89% des entreprises disent travailler sur leur transformation numérique. Pour 43% de ces entreprises, il s'agit d'adopter un nouveau modèle économique via le numérique.

97%

En 2019, 97% des entreprises IT disent utiliser les méthodes agiles dans leur quotidien. Leur but ? Augmenter la productivité, améliorer le moral de leurs équipes et réduire les coûts des projets (enquête CollaNet VersionOne).

Sources : Le monde informatique / Syntec mai 2019

Le marché Médical

L'industrie française du matériel médical s'estime pénalisée par les lenteurs réglementaires.

L'inquiétude prévaut dans le secteur du matériel médical, qui génère pourtant quelque 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuellement. Le 26 mai est entré en vigueur le nouveau règlement européen sur le marquage CE, sésame pour la commercialisation des produits sur le marché européen.

Destiné à renforcer le contrôle sur les produits avant leur mise sur le marché, **« il induit une augmentation significative des exigences des autorités de santé pour l'obtention du marquage »**, explique le président du Snitem, le syndicat professionnel du matériel médical. Ce qui touche de façon importante les 1.500 entreprises d'un secteur composé à plus de 90 % de PME.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Entonnoir réglementaire

Si les entreprises ont consenti un effort d'adaptation, **« les organismes de notification ne sont, eux, pas prêts en nombre suffisant »**, alerte le président du SNITEM. A ce jour, moins d'une dizaine d'organismes notifiés sont habilités au titre du nouveau règlement du dispositif médical, alors qu'ils vont devoir non seulement examiner les nouveaux produits mais aussi tous ceux déjà présents sur le marché français - soit des dizaines, voire des centaines, de dossiers pour chaque entreprise. Les industriels anticipent donc des retards qui pourraient se compter en années.

La question des prix

Ce ne sont pas les seuls retards qui préoccupent les dirigeants du secteur. Les négociations sur les prix sont très longues, **« même s'il y a eu des améliorations récemment »**. Jusqu'à il y a peu, pour aboutir, cela prenait en moyenne 240 jours alors que le délai maximal est en principe de 180 jours.

Arrivée en 2017 à la tête de la commission d'évaluation du matériel médical de la Haute autorité de santé, Isabelle Adenot a exprimé clairement les critères que doivent satisfaire les dossiers soumis, ce dont les professionnels lui savent gré. La consultation qu'elle a lancée sur l'évaluation des dispositifs médicaux connectés est aussi appréciée comme la preuve d'une volonté de coopération. « Les industriels ont bien compris **que l'avenir était dans la connexion »**, observe Philippe Chêne. Ainsi, plus de la moitié d'entre eux développent actuellement des objets connectés.

Quant au mécanisme de la commande publique pour les hôpitaux, qui ne comporte pas d'engagement ferme sur les quantités, il est jugé défavorable aux PME et, de ce fait, aux entreprises nationales, en l'absence de champion français de moyenne ou grande taille.

À NOTER
La filière représente 90.000 emplois en France et exporte pour environ 9 milliards d'euros par an.
Source les Echos – 14 janvier 2020

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

LA CONSOMMATION DES MENAGES

Marché du crédit à la consommation en 2019

Production des établissements Spécialisées

La production des établissements spécialisés a poursuivi sa progression entre 2018 et 2019 mais à un rythme plus modeste (+2,5% contre +5,0% entre 2018 et 2017). Cette année encore, la croissance de la Location avec Option d'Achat (LOA) a été nettement plus dynamique que celles des opérations classiques (+5,4% vs +1,9%) mais mois sensiblement qu'en 2018. En effet la croissance des LOA ont en effet sensiblement ralenti en 2019 à +5,4% contre +15% en 2018 malgré la forte croissance de la LOA sur les véhicules d'occasion (+43,3% entre 2018 et 2019)

L'année 2019 marque un timide retour du crédit renouvelable dont la production signe une progression de 1,9% sur un an après une contraction de 0,5% en 2018. Sur le segment des prêts personnels, la production s'est contractée de -1,3% sur un an contre une croissance de +3,8% en 2018.

A noter que la croissance annoncée de 13,2% sur le marché de l'habitat et des biens d'équipement du foyer est portée par le développement des crédits courts (paiements en 3x et 4x), ce qui fausse la lecture de ce marché de référence pour Franfinance. Un nouveau dispositif de collecte de l'information est en cours de mise en œuvre par l'ASF ; il permettra de renforcer la précision de l'information fournie au marché et remédier à ce biais.

CREDIT A LA CONSOMMATION : ENQUETE MENSUELLE EXPRESS
PRODUCTION DES ETABLISSEMENTS SPECIALISES (en millions d'euros)

Période : DECEMBRE 2019 (données brutes)	Décembre 2018*	Décembre 2019	Δ%	Cumul 12 mois 2018	Cumul 12 mois 2019	Δ%
TOTAL	**3 374**	**3 901**	**+15,6%**	**42 322**	**43 396**	**+2,5%**
. Opérations de crédit classique	**2 652**	**3 003**	**+13,3%**	**34 152**	**34 786**	**+1,9%**
. Crédits affectés	**784**	**890**	**+13,5%**	**10 153**	**10 775**	**+6,1%**
. Automobiles neuves	195	194	-0,5%	2 314	2 222	-4,0%
. Automobiles d'occasion	249	328	+31,9%	3 874	4 179	+7,9%
. Amélioration de l'habitat et biens d'équipement du foyer (1)	273	299	+9,3%	2 850	3 227	+13,2%
. Autres biens ou services (2)	68	70	+3,5%	1 115	1 147	+2,9%
. Crédits renouvelables	**871**	**983**	**+12,9%**	**9 991**	**10 179**	**+1,9%**
. Prêts personnels *(y compris rachats de créances)*	**996**	**1 129**	**+13,4%**	**14 009**	**13 833**	**-1,3%**
. Opérations de location avec option d'achat	**723**	**897**	**+24,2%**	**8 169**	**8 610**	**+5,4%**
. Automobiles neuves	670	807	+20,4%	7 053	7 227	+2,5%
. Automobiles d'occasion	35	67	+90,0%	444	637	+43,3%
. Autres matériels	18	24	+35,9%	672	746	+11,1%
Financements d'automobiles neuves *(crédits affectés + LOA)*	***864***	***1 000***	***+15,7%***	***9 367***	***9 449***	***+0,9%***
Financements d'automobiles d'occasion *(crédits affectés + LOA)*	***284***	***395***	***+39,1%***	***4 319***	***4 815***	***+11,5%***

** Les chiffres concernant décembre 2018 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 31 décembre 2019. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.*
(1) Electroménager, équipement multimédia, meubles, etc.
(2) Deux-roues, véhicules de loisirs, bateaux de plaisance, divers.

Source : ASF

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Une croissance robuste des encours de marché avec une contribution de toutes les composantes produits et une poursuite du développement des réseaux bancaires dans la distribution du crédit renouvelable.

Le rythme de croissance des encours des crédits à la consommation au sens de la Banque de France (découvert inclus) a connu une accélération entre 2018 et 2019. Il s'est établi +6,7% (sept 2019/Sept 2018) contre +5,9% un an auparavant. Cette dynamique d'accélération a été tirée par toutes les composantes à l'exception des opérations de crédits-bails qui ont nettement ralenti sur un an (+16,4% vs 28,7% entre septembre 2019/septembre 2018).

Entre septembre 2018 et 2019, le crédit renouvelable a vu la dynamique de reprise, engagée entre 2017 et 2018, se confirmer. Ainsi la croissance des encours s'est établie +2,4% sur un an contre +1,9% une année auparavant.

Évolution de l'encours de crédit à la consommation aux particuliers

France, milliards d'euros, CVS	2018				2019			Taux de croissance annuel	
	Mars.	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept	Juin 2019	Sept. 2019
Total crédit à la consommation aux particuliers	171,4	173,5	175,5	178,5	181,0	183,4	187,2	5,7%	6,7%
dont Prêts amortissables y compris créances titrisées	118,3	119,9	120,8	123,4	124,8	126,1	127,1	5,2%	5,2%
Comptes ordinaires débiteurs	8,2	8,2	8,2	8,3	8,3	8,5	8,7	4,1%	7,1%
Crédits renouvelables	18,8	18,9	19,0	19,0	19,1	19,1	19,5	1,0%	2,4%
Crédits-bails	12,9	13,8	14,5	15,0	15,5	16,4	16,9	19,3%	16,4%

Source : Banque de France

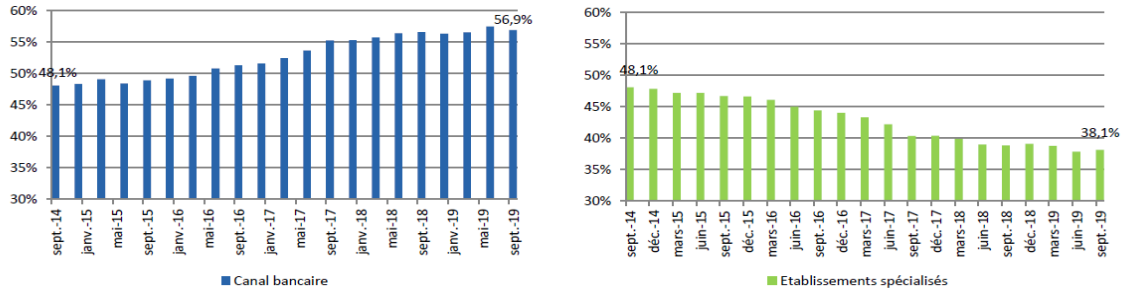
En dépit des incertitudes socio-économiques qui ont marqué le premier semestre 2019, les atouts du crédit à la consommation ont prévalu en 2019 : Le faible niveau des taux d'intérêt a simultanément renforcé, (1) l'attractivité du crédit à la consommation pour les clientèles de particuliers et (2) le positionnement du produit dans les politiques commerciales des établissements bancaires, ce dernier affichant des marges à la production attractives par rapport à des activités historiquement plus rémunératrices (notamment l'épargne bilancielle).

Le mouvement tendanciel de croissance du poids des établissements bancaires dans la distribution a marqué le pas, à septembre 2019, les banques ont vu leur part de marché se stabiliser à 56,9% ne progressant que de 0,3 points contre une progression de 3pts entre 2018 et 2017.

Mode de distribution des crédits renouvelables

(hors banques en ligne et autres types d'établissements de crédit)

France, part de l'encours total de crédits renouvelables

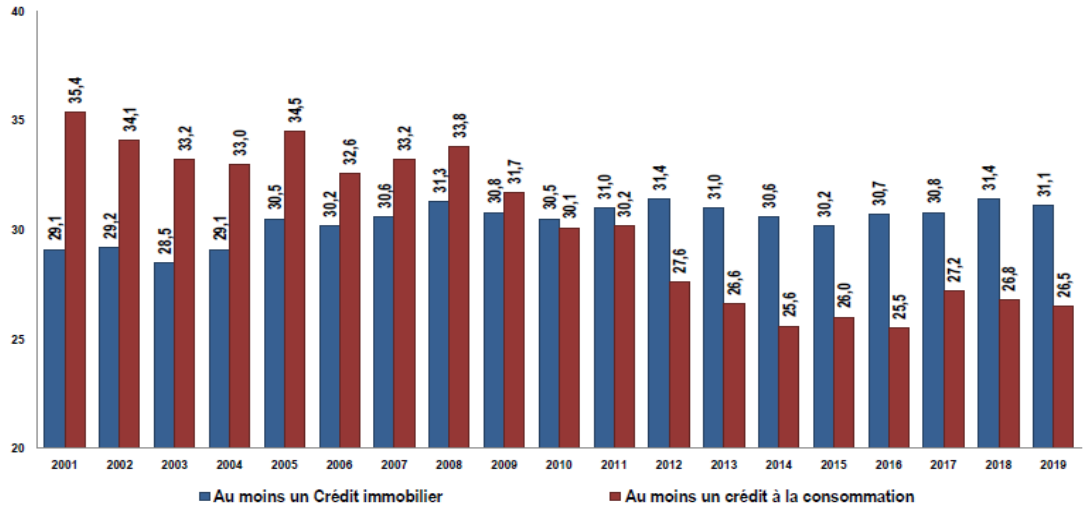


Source : Banque de France

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

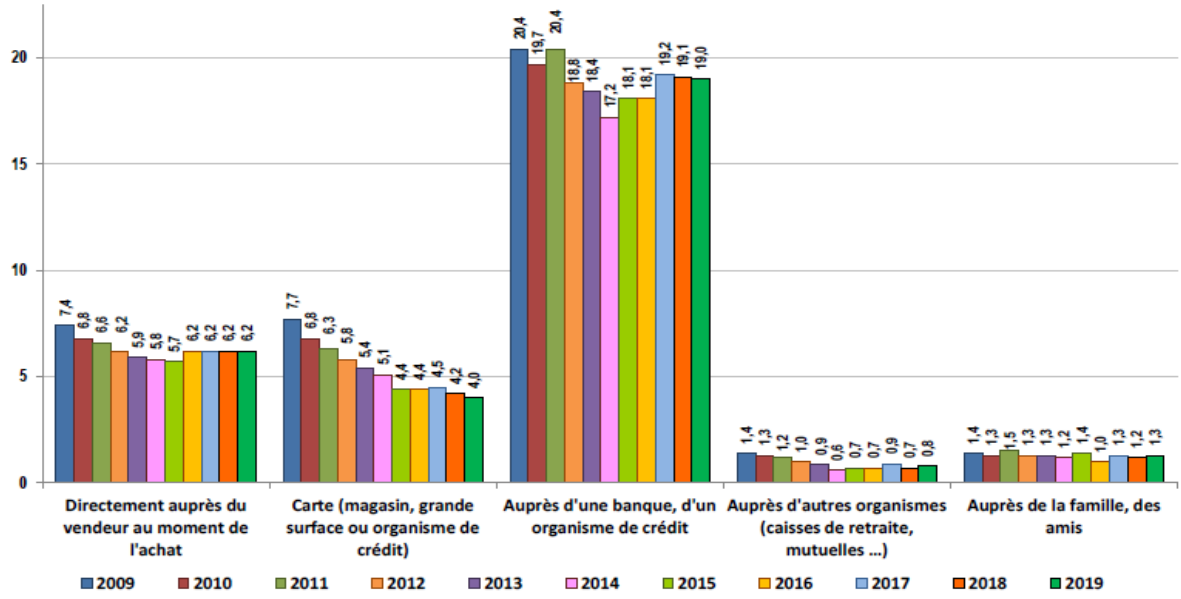
Détention de crédits à la consommation en 2019 : Légère érosion de la détention de crédit à la consommation tirée par la baisse des cartes de crédit et une stabilité des objets de financement.

Taux de détention de crédits



Source : FBF, Observatoire des crédits aux ménages, 32ème Rapport

Taux de détention de crédit



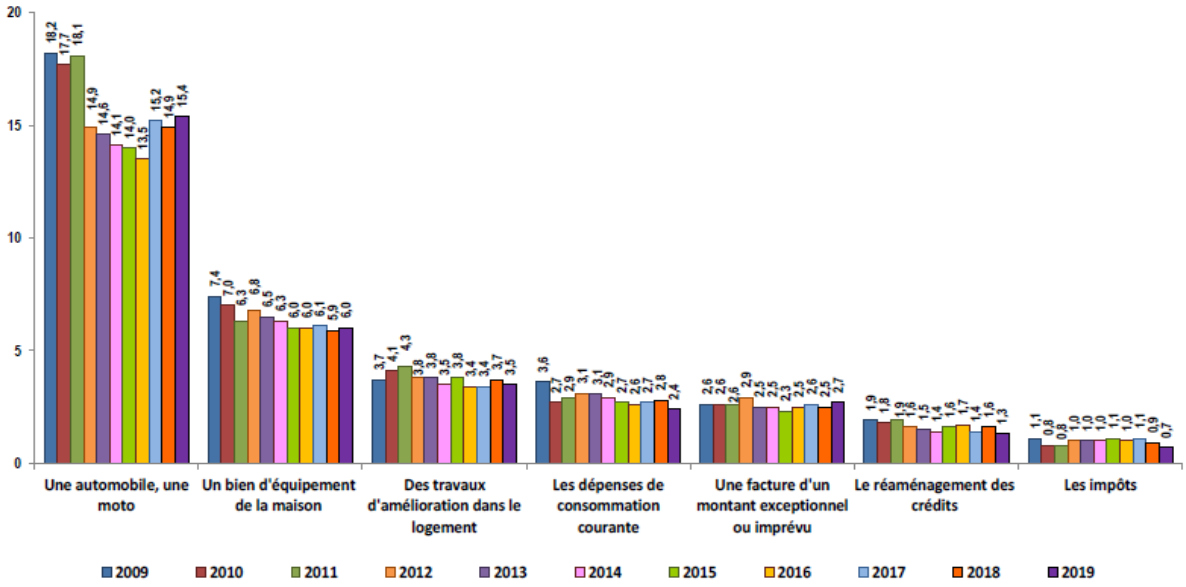
Source : FBF, Observatoire des crédits aux ménages, 32ème Rapport

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Le taux de détention de crédits à la consommation s'est établi à 26,5% en 2019 en légère baisse par rapport à 2018 (- 0,3 pts sur un an).

Si la part des crédits auprès d'établissements bancaires et de crédits ou obtenu auprès du vendeur est stable, le mouvement continue d'érosion de l'utilisation des cartes s'est poursuivi.

Objets des crédits à la consommation



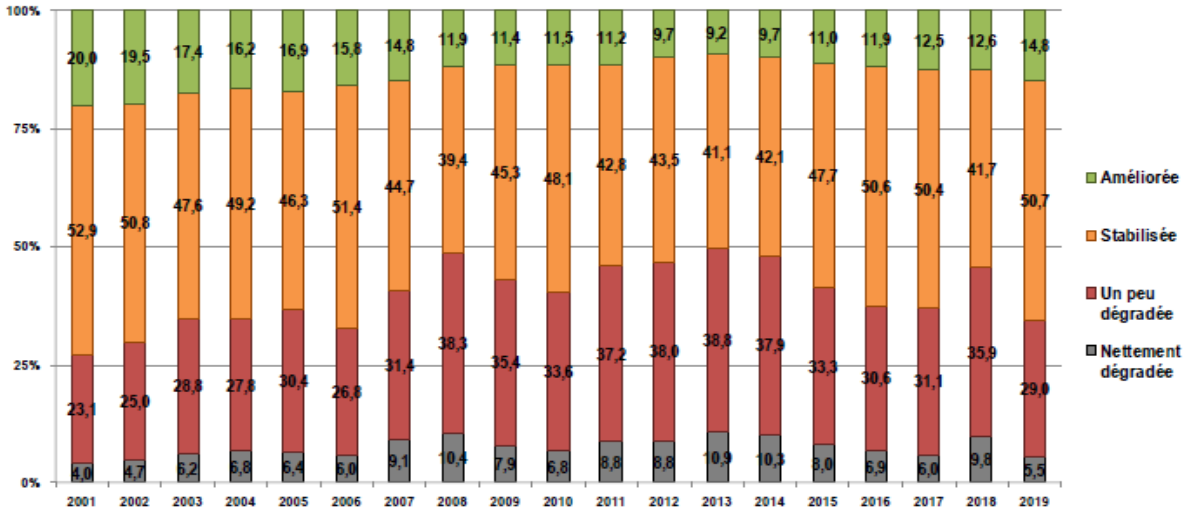
Source : FBF, Observatoire des crédits aux ménages, 32ème Rapport

Les poids des objets de financement des crédits à la consommation restent relativement stables entre 2018 et 2019. (1) L'automobile demeure de loin le premier sous-jacent à la souscription à un crédit à la consommation (15,4% en progression de +0,5pt sur un an) suivi (2) de l'équipement de la maison (6, +0,1pt en un an) (3) les travaux (3,7% en baisse de -0,2pts).

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Situation Financière des ménages : Un net redressement du ressenti des ménages quant à leur situation financière et une poursuite de la baisse du nombre de dossiers déposés en surendettement.

Situation financière ressentie par les ménages



Source : FBF, Observatoire des crédits aux ménages, 32ème Rapport

Les ménages font montre d'un sentiment plus positif quant à leur situation financière en 2019. Ainsi, la part des ménages considérant que leur situation s'est stabilisée a bondi de 9 points en un an dépassant désormais la barre des 50%, tandis que la part des ménages considérant que leur situation s'est dégradée a baissé de plus de 10 points entre 2018 et 2019.

Enfin, le nombre de dossiers en surendettement a poursuivi le cycle de baisse entamé il y a 5 ans. Le nombre de dossiers déposés en 2018 s'est établi à un peu moins de 143 000 dossiers en baisse de 12% sur un an. L'accumulation de dettes pèse de moins en moins dans les causes de surendettement, et le manque de ressources tend à prendre une place de plus en plus importante.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

2 - L'ACTIVITE DU GROUPE FRANFINANCE

La production du groupe Franfinance s'est établie à 2 385 M€ en 2019, en recul de 3,4% par rapport à 2018.

ACTIVITE « FINANCEMENT AUX ENTREPRISES – FAE » exercée sous la marque Franfinance Entreprises (pour compte propre et en servicing)

A iso périmètre, la production globale de Franfinance pour compte propre a été de 1,2 Mds €*, en régression de 3,3% par rapport à 2018 sur le périmètre du Financement des Ventes. Le marché a connu une progression nette de 7,6 % à T3 2019 (après une progression de 7.4% à fin T3 2018) sur l'ensemble du périmètre Leasing** et une progression de +9,4% rien que sur le crédit-bail et la location financière.

Cette année, notre production sur les financements de matériels de Haute Technologie (Informatique -dont Econocom-, Bureautique, Médical, Téléphonie) représente 53%***, part stable par rapport aux 52% en 2018), mais part supérieure aux 40,5% de 2017, suite principalement au rachat l'an dernier de la société Cegelease (marché Medical) et à un refinancement plus important de la production de cette société. Les financements de matériels pour les secteurs du Transport, de l'Industrie, de la Manutention (dont Fenwick) représentent 39%. Et l'activité International Vendor Desk (IVD) sur les Vendors Internationaux représente les 8% restants, part en baisse par rapport aux 12% de 2018 (suite à la perte d'un de leurs principaux apporteurs : Microsoft).

En complément de son activité pour son propre compte, Franfinance assure des activités de prestations de services (Servicing) depuis plus de 15 ans pour le compte du groupe Société Générale et pour La Banque Postale Leasing & Factoring depuis 2011.

Franfinance SA et Franfinance Location SAS mettent en place des opérations de financement apportées par SGEF SA dans le cadre de ses partenariats internationaux et assurent la gestion des opérations de financement.
Société Générale S.A garantit ces dossiers, et perçoit une commission, versée par Franfinance SA et Franfinance Location.
Par ailleurs, Franfinance et Franfinance Location versent également une commission d'intermédiation à SGEF SA.

* Comptabilisation en net de la production Econocom
** Source ASF T3 2019 : Crédit-Bail ; LOA, Location Financière et LLD
*** Source interne Franfinance FAE/ statistiques commerciales/suivi de la production commerciale 2019

ACTIVITE « FINANCEMENT AUX PARTICULIERS - FAP »

En 2019, FRANFINANCE a distribué 1 131 M€ de crédits à la consommation à travers ses activités de Financement aux Particuliers, qui sont en légère régression par rapport à 2018 (−3,6%).

La production en crédit à la consommation est réalisée à travers :

- le crédit classique, pour un montant de 888 M€, soit en légère progression par rapport à 2018 (+1,3%),
- le crédit renouvelable, avec 243 M€, en baisse de 17,9%.

La part du crédit classique dans la production totale est en légère augmentation par rapport à 2018, elle représente 78,6% du total du crédit (contre 74,8% en 2018). La part du crédit renouvelable diminue donc légèrement, à 21,4% en 2019 contre 25,2% en 2018.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Concernant Compagnie Financière de Bourbon, la production 2019 s'élève à 22,1 M€, en légère baisse (– 2,6%) par rapport à 2018. En crédit classique (3,7 M€), la tendance est à la stabilité. Les résultats du crédit renouvelable (18,3M€) baissent toujours (-2,9%) dans un contexte défavorable à ce type de crédit.

Concernant Disponis, société en run-off depuis 2009, la production est nulle sur 2019.

3 - LES ENCOURS

Les encours des crédits à la clientèle du groupe Franfinance sont stables, passant de 2 484 M€ au 31 décembre 2018 à 2 488 M€ au 31 décembre 2019, soit + 0,2%.

Les encours des opérations de crédit-bail et de location du groupe Franfinance progressent fortement de 178 M€, passant de 2 244 M€ au 31 décembre 2018 à 2 422 M€ au 31 décembre 2019, soit +7,9%.

4 - ACTIVITE ET RESULTAT DES FILIALES DE LA SOCIETE

Au présent rapport est joint le tableau des filiales et participations.

5 - POLITIQUE DE REFINANCEMENT DES ENCOURS CLIENTS

Au sein du groupe Franfinance, la politique de refinancement repose sur le principe de l'adossement de la production et des encours à des emprunts ajustés en devises, en montant, en durée et en taux. Les refinancements sont généralement traités sous forme de cash, à taux fixe ou à taux variable, en cohérence avec la nature des actifs à couvrir. Ces refinancements en blanc sont souscrits auprès de la Société Générale, maison-mère de Franfinance.

Par ailleurs, depuis le 6 octobre 2014, date d'agrément délivré par l'ACPR, Franfinance a le statut de Société de Financement, ainsi que d'établissement de paiement, afin de pouvoir émettre et gérer les cartes de crédit associées aux crédits renouvelables. Dans le cadre de ce statut, Franfinance émet des Titres de Créances Négociables (TCN) sous forme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) pour son refinancement à court terme et de Negotiable European Medium Term Note (NEU MTN) pour les émissions de plus d'un an, comme précisé à l'article 1 du Décret N° 2016-707 du 30 mai 2016. Ces émissions de TCN sont affectées, comme les lignes bancaires, à la couverture des actifs en termes de taux et de liquidité.

Les titres négociables à court terme et titres négociables à moyen terme sont notés respectivement A-1 et A par Standard & Poor's.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

6 - INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application du dispositif prévu par les articles L 441-6-1 et articles D.441-4 du Code de Commerce, veuillez trouver ci-dessous le tableau présentant les informations relatives aux délais de paiements des fournisseurs et des clients.

	Article D. 441 I. -1° du Code de commerce : Factures **reçues** non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. -2° du Code de commerce : Factures **émises** non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
Montants en K€	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement												
Nombres de factures concernées	8					3	50					14 053
Montant total des factures concernées TTC	1842	89	0	50	10	149	79	1520	979	995	23 692	27 186
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	0,64%	0,03%	0,00%	0,02%	0,00%	0,05%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice HT							0,02%	0,39%	0,25%	0,26%	6,08%	6,98%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant total des factures exclues TTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : selon date d'exigiblité indiquée sur la facture						- Délais contractuels : selon date d'exigiblité indiquée sur la facture					

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

7 - LES MOYENS DE GESTION

ACTIVITE « FINANCEMENT AUX PARTICULIERS »

La stratégie système d'information (SI) reste prioritairement liée à la fois à l'accompagnement du métier dans son développement et sa transformation en particulier autour du digital et de la donnée et à la modernisation du SI et la garantie d'un service de qualité. Le plan stratégique du FAP a permis de décliner une feuille de route digitale dans le cadre d'un programme pluriannuel (2018-2021) dénommé TAD (Transformation et Accélération Digitale). Cette feuille de route se décline sur les principaux axes suivants :

- Poursuite de la stratégie de dématérialisation des process internes et vis-à-vis des clients ;
- Accompagnement de la mise en œuvre de la Stratégie Digitale, refonte et modernisation des outils (aide à la décision, espaces partenaires, mobilité, bigdata…), signature électronique sur les différents parcours ;
- Encourager l'innovation et promouvoir les partenariats business et technologiques (Api-sation, évolutions spécifiques, nouveaux business modèles, …).

  Ainsi en 2019, les principaux projets suivants ont été délivrés :

  - Poursuite du développement du modèle d'open banking, nouveau partenariat avec la banque Milleis et Orange notamment.
  - Amélioration de l'efficacité opérationnelle et de l'expérience client avec la mise en place du parcours d'augmentation de plafond
  - Poursuite du développement et déploiement de notre solution de signature électronique sur l'ensemble des parcours
  - Enrichissement du selfcare pour nos clients (souscription en cours de vie aux assurances, parcours augmentation de plafond)
  - Refonte du moteur d'octroi et première application opérationnelle dans le cadre du crédit affecté en agence pour Orange.
  - Intégration dans nos parcours d'acquisition directe de l'agréation de compte.

- Poursuite du développement de l'offre de service en synergie avec le Groupe ;
- Mise en place des projets réglementaires (GDPR, KYC, FCCR, notarisation des appels FICP,…) ;
- Mise en place d'équipe dites-agiles pour des projets éligibles à ce type d'organisation projet ;
- Gestion de l'obsolescence des socles techniques.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

ACTIVITE « FINANCEMENT AUX ENTREPRISES »

En termes de projets informatiques pour le FAE, l'année 2019 a vu la continuité du projet de « Refonte de l'outil de Front Office FLASHLEASE » tout au long de l'année pour l'activité Compte propre.

L'ergonomie du nouveau FLASHLEASE a été repensée avec une agence spécialisée, un outil de paramétrage créé (OPRA) de nombreuses nouvelles fonctionnalités mises en place dans l'outil (accord de financement détaillé, dépôt de pièces pour enrichissement du dossier (étapes risques et montage), signature électronique lancée en fin d'année).

D'autres projets ont été menés également en 2019 : Des évolutions sur l'outil de décision pour renforcer sa sélectivité, le recours à des bases de données Ellisphère pour optimiser la connaissance du client et partenaires (KYC), optimisation de l'outil BPM pour les équipes back office, poursuite du développement de l'offre Servicing (SG, CDN) avec le Groupe et hors groupe (LBPLF).

MOYENS TRANSVERSAUX

L'année 2019 a été marquée par de nombreux travaux informatiques menés dans le cadre du déménagement des sites de Rueil sur le site de Spring (adaptation du poste de travail, gestion des habilitations, prise en compte du changement d'adresse dans les différentes chaines courriers).

Des travaux de mitigation de l'obsolescence des outils du SI transverse ont été menés sur le système péri-comptable (montée de version de l'interpréteur comptable et des outils de rapprochement bancaire sur S1) et ont été lancés en S2 sur les systèmes de gestion des habilitations, sur le socle éditique et sur les outils de reporting réglementaire.

La sécurisation de la gestion des flux financiers, traitée principalement en 2018, a été finalisée au premier semestre 2019.

Sur le volet réglementaire, on notera principalement l'alignement du SI transverse au dispositif de notarisation des interrogations Banque de France, ainsi qu'à la mise en place des modules nécessaires à la signature électronique des documents bureautiques à destination de l'ACPR.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

8 - LES DEMARCHES - RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE) ET INNOVATION PARTICIPATIVE (IP)

Conformément à l'article L233-16 du Code de commerce, notre entité est filiale de Société Générale qui publie elle-même une déclaration de performance extra-financière (DPEF) consolidée dans son document d'enregistrement universel (Anciennement « Document de référence ») : Chapitre 5 - Responsabilité Sociale et Environnementale.
https://www.societegenerale.com/sites/default/files/sg-urd-vf-2020.pdf

9 - LES RESSOURCES HUMAINES ET LA COMMUNICATION

En 2019, Franfinance a poursuivi une **politique de recrutement active** pour répondre aux besoins en pourvoi de postes en forte augmentation dans un marché de l'emploi tendu et concurrentiel. 170 nouveaux collaborateurs ont ainsi choisi de rejoindre l'entreprise dont 30 contrats d'alternance dans le cadre de notre politique d'insertion des jeunes.

Nous avons poursuivi l'**accompagnement de nos collaborateurs** dans le cadre de la gestion de leur carrière. 50 salariés ont bénéficié d'une mobilité interne au sein de Franfinance, plusieurs salariés ont évolué vers Société Générale ou vers une autre filiale du groupe et 10 salariés de Société Générale ont rejoint Franfinance dans le cadre d'un détachement.

Plus de 160 entretiens de gestion ont été réalisés pour accompagner la carrière, le développement des salariés ou leur mobilité.

Suite à la signature du 2nd accord en faveur des personnes en situation de handicap fin 2017, nous avons poursuivi les actions engagées depuis 2014.

Ainsi Franfinance a recruté 3 salariés en situation de handicap en 2019 et réalisé 16 aménagements de poste. 11 salariés ont fait connaitre leur reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et 2 autres salariés ont engagé une démarche visant à obtenir cette reconnaissance. 29 collaborateurs ont bénéficié d'un suivi par la Chargée de mission handicap. Franfinance poursuit sa politique de recours au secteur adapté avec 12 contrats signés avec des EA /ESAT et de sensibilisation du personnel à travers sa participation à la semaine du handicap en 2019.
Franfinance maintient en 2019 son taux d'emploi direct et indirect à 6%.

Franfinance a également participé au baromètre employeur Groupe réalisé en septembre 2019, avec un taux de participation solide de 70%. Les actions menées et poursuivies sur le management (pratiques, leadership, collaboratif …) ont porté leurs fruits, les répondants exprimant un fort sentiment d'accomplissement et de

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

motivation dans leur travail. Plus de 80 % des répondants considèrent que leur manager leur fait confiance et 68 % ont bénéficié d'un feed-back régulier.

A noter également que 80% des salariés estiment que leurs managers encouragent les comportements éthiques et responsables et 80% estiment qu'ils parviennent à concilier leur vie professionnelle avec leur vie privée

La **formation** est un élément essentiel pour le maintien et le développement des compétences et pour l'employabilité des collaborateurs au sein du groupe.
Notre politique de formation répond à différents objectifs :

- ✓ Adapter les salariés aux exigences des postes,
- ✓ Conduire les projets stratégiques et collectifs,
- ✓ Accompagner les évolutions règlementaires relatives à nos métiers,
- ✓ Participer à l'évolution de leur parcours professionnel.

Pour 2019, deux axes majeurs ont été privilégiés :

- ✓ La culture de responsabilité avec le renforcement de la culture « risques et conformité », la continuité du déploiement du programme « Culture et Conduite » en accordant encore plus d'attention à la satisfaction et à la protection des clients ;
- ✓ L'accompagnement de la transformation avec l'évolution de la culture managériale et la consolidation de l'expertise métier.

10 - LES RESULTATS FINANCIERS (COMPTES CONSOLIDES)

Le périmètre de consolidation est le suivant à la clôture de l'exercice 2019 ; sans changement par rapport à 2018 :

- Sociétés consolidées par intégration globale : Franfinance, Franfinance Location, Compagnie Financière de Bourbon, Disponis, Fenwick Lease, Sagemcom Lease et Solocvi.
- Société mise en équivalence : Sogefinancement.

Le Produit Net Bancaire s'élève à 246 M€, en hausse de 1,7% soit + 4,2 M€ par rapport à 2018. Cela s'explique par :

- une légère augmentation des produits nets sur les opérations de crédit-bail et location de 1,7 M€ (soit +2,7%), qui s'élèvent à 66,3 M€ ;
- une hausse de 4,4 M€ des produits nets d'exploitation bancaire principalement expliquée par une baisse mécanique de -2,5 M€ liée à la reprise en 2018 de 50% de la provision 2016 passée sur Watt Monteleger, par une refacturation de servicing externe supérieure pour 3,9 M€ (LBPF : +2,8 M€, Orange Bank : +0,7 M€, LBPLF : +0,4 M€), par une refacturation de servicing pour Sogefinancement plus importante de 0,9 M€, par une indemnité d'éviction des Colonnades pour +1,5 M€ et par un produit Crédit Universo (synergies CGI) pour 0,4 M€ ;
- et enfin une augmentation des revenus des titres de 2,2 M, qui comprend une hausse du montant des dividendes Cegelease de 1,9 M€.

Ces diverses hausses ont été partiellement compensées par :

- la diminution des produits des opérations avec la clientèle de particuliers de 3,7M€ soit -3,3%, due à une diminution des encours de crédits renouvelables et une augmentation des encours de crédits classiques moins rémunérateurs, et une pression sur les marges clientèle notamment en crédit renouvelable,
- une augmentation des coûts de refinancement de 0,9 M€

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 154,3 M€, et sont en légère progression (+3,1 M€, soit +2,0%) et les dotations aux amortissements sont supérieurs de 0,4 M€ et ressortent à 6,7 M€.

La charge du risque diminue de 7,0 M€ et s'établit à 23,9 M€. Cette évolution se décompose en :

- une diminution de 11,6 M€ sur le Financement aux Particuliers, liée à une meilleure qualité du portefeuille, au renforcement de la politique de recouvrement, et à l'évolution de la composition des encours (baisse du Renouvelable, poids croissant de Covéa). Une troisième cession de portefeuille de créances passées en pertes les années précédentes a été opérée cette année pour 4,2 M€ (contre 4,7M€ en 2018);
- et une hausse de 4,6 M€ sur le Financement aux Entreprises (dotation complémentaire de 1,1 M€ liée à la fraude Ethic, complément de 2,1 M€ sur les contrats bénéficiant de la garantie Cosme 1 qui a atteint son seuil de couverture maximale, et plus généralement on observe une augmentation de la base des clients en défaut de + 21,2 M€).

Le résultat sur actifs immobilisés passe d'un produit de 10 M€ en 2018 (vente à SGEF Holding de notre participation dans SGEF Ibéria qui a généré une plus-value de 9,8 M€) à 9 K€.

La quote-part du résultat net de Sogefinancement, société mise en équivalence, est de 22,8 M€, contre 21,9 M€ en 2018, en hausse de 3,9%.
Le résultat courant consolidé avant impôts se situe à 83,9 M€, en baisse de 1,6%. Le résultat net après impôts s'établit à 79,4 M€, en diminution de 3,9% par rapport à 2018.

11 - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Les comptes sociaux de l'exercice 2019 font ressortir :

Un bénéfice de ……..….	38 217 724,53 €
Augmenté du report à nouveau créditeur de ……	24 559 553,72 €
Formant un total de ……..……	62 777 278,25 €

Le Conseil d'Administration décide de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le bénéfice de la façon suivante :

Dividende ……..….	37 237 359,00 €
Report à nouveau créditeur……	25 539 919,25 €

Le dividende par action s'élève à 19 €. Il sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2020.

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

RAPPEL DES PAIEMENTS MIS EN DISTRIBUTION LES ANNEES PRECEDENTES POUR CHAQUE PART SOCIALE

Exercice 2016	28,00 €
Exercice 2017	24,00 €
Exercice 2018	25,00€

12 - REPARTITION DU CAPITAL

En vertu des stipulations de l'article L. 233-13 du Code de Commerce, et compte tenu des informations reçues en application de l'article L.233-12 du même Code, nous vous indiquons que le capital social de FRANFINANCE est détenu par SG FINANCIAL SERVICES HOLDING à hauteur de 99,99 %.

13 - REMUNERATION DES MANDATAIRES

Les informations relatives aux rémunérations et avantages des administrateurs de Franfinance et mandataires sociaux de Société Générale sont présentées dans le document de référence du Groupe.
https://www.societegenerale.com/fr/mesurer-notre-performance/donnees-et-publications/document-de-reference

14 - TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de FRANFINANCE au cours des cinq derniers exercices.

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

15 – RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice

DIRECTION GENERALE

JACOB-PERON FRÉDÉRIC, Directeur Général de Franfinance S.A.

Société	Fonction	Prise d'effet	Echéance
FRANFINANCE	Administrateur	19/04/2013 Renouvelé le 28/05/2019	31/12/2022
	Directeur général	09/10/2017 Renouvelé le 28/05/2019	31/12/2022
SOGELEASE FRANCE	Représentant permanent de Franfinance Location, Administrateur	24/05/2012 Renouvelé le 22/05/2018	31/12/2021
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE BOURBON	Administrateur	09/10/2017	31/12/2020
	Directeur général	09/10/2017	31/12/2020
LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	Membre du conseil de surveillance	03/10/2017	Fin de mandat le 1/03/2019
CFC SERVICES SAS	Président	09/10/2017	31/12/2020
FRANFINANCE LOCATION	Directeur général	09/10/2017	31/12/2020
SOGEFINANCEMENT	Président	25/09/2017	31/12/2020
DISPONIS	Président	09/10/2017	31/12/2020
CONCILIAN	Gérant associé Représentant Franfinance	01/09/2004	illimité

OCHONISKY JULIEN, Directeur Général délégué de Franfinance S.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Société	Fonction	Prise d'effet	Echéance
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE BOURBON	Administrateur	09/02/2015	31/12/2020
	Président du conseil d'administration	09/02/2015	31/12/2020

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Société	Fonction	Prise d'effet	Echéance
DISPONIS	Membre du conseil de surveillance	27/03/2015 Renouvelé le 9/04/2018	31/12/2020
	Président	15/06/2015 Renouvelé le 9/04/2018	31/12/2020

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

DIRECTION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
FRANFINANCE	Directeur Général Délégué	26/01/2015 renouvelé le 28/05/2019	31/12/2022
SOGEFINANCEMENT	Directeur général	29/01/2015 renouvelé le 25/09/2017	31/12/2020
SOGELEASE FRANCE	Directeur général	11/02/2015 renouvelé le 13/04/2018	31/12/2021
FRANFINANCE LOCATION	Président	21/01/2015 renouvelé le 9/10/2017	31/12/2020
SOLOCVI	Président	15/06/2018	31/12/2021
FENWICK LEASE	Président	12/06/2018	31/12/2021
EUROFARMAT	Président	30/06/2018	31/12/2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Philippe AYMERICH , Administrateur

AYMERICH PHILIPPE			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
FRANFINANCE	Administrateur	08/04/2014 renouvelé le 28/05/2018	31/12/2021
	Président	15/04/2019	31/12/2021
CRÉDIT DU NORD	Président	18/05/2018 renouvelé le 23/05/2019	31/12/2022
	Administrateur	11/01/2012 renouvelé le 23/05/2019	31/12/2022
BOURSORAMA SA	Administrateur	18/05/2018	31/12/2021
	Président	18/05/2018	31/12/2021
DIRECTION GÉNÉRALE			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Directeur Général Délégué	14/05/2018 Renouvelé le 21/05/2019	31/12/2022

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Laurent GOUTARD, Administrateur

GOUTARD LAURENT			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
FRANFINANCE	Administrateur	23/10/2014 Renouvelé le 28/05/2019	31/12/2022
	Président du Conseil d'administration	23/10/2014 Renouvelé le 28/05/2019	Fin du mandat de Président du Conseil d'administration le 15/04/2019
TREEZOR SAS	Administrateur	31/01/2019	31/01/2020
	Président	31/01/2019	31/01/2020
SOGECAP	Administrateur	22/04/2015 renouvelé le 13/06/2018	Fin de mandat le 27/06/2019
CONSEIL DE SURVEILLANCE			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS	Vice-Président	10/05/2016	Fin de mandat le 31/05/2019
ETRANGER			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
KOMERCNI BANKA A.S (République Tchèque)	Membre du Conseil de surveillance	01/05/2013 renouvelé le 2/05/2017	Fin de mandat le 4/12/2019
UNION INTERNATIONALE DE BANQUES	Administrateur	10/10/2019	31/12/2020
SOCIETE GENERALE AFRIQUE DE L'OUEST	Administrateur	18/11/2019	31/12/2019
	Président	18/11/2019	31/12/2019
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	Administrateur	6/12/2019	31/12/2020
SG MAROCAINE DE BANQUES	Membre du Conseil de surveillance	14/06/2019	31/12/2022
REPRÉSENTATIONS EN COURS DE MANDATS DÉTENUS			
FRANCE			
CONSEIL DE SURVEILLANCE			
Société	**Fonction**	**Nomination**	**Échéance**
FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS	représentant de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, membre du conseil de surveillance	10/05/2016	Fin du mandat le 31/05/2019

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Martine LASSEGUES, Administrateur

LASSEGUES MARTINE			
MANDATS EN COURS			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
FRANFINANCE	Administrateur	09/10/2017	31/12/2021
SOGEFINANCEMENT	Administrateur	12/04/2018	31/12/2020
SOGELEASE FRANCE	Administrateur	13/04/2018	31/12/2021
CRÉDIT LOGEMENT	Administrateur	29/03/2018	31/12/2022
LUXEMBOURG			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
SOGÉLIFE	Administrateur	12/04/2002 renouvelé le 29/04/2014	31/12/2019
REPRÉSENTATIONS EN COURS DE MANDATS DÉTENUS			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Nomination**	**Echéance**
Société Générale Factoring	Représentant permanent de SG FINANCIAL SERVICES HOLDING, Administrateur	06/04/2018	Fin de mandat le 11/04/2019
	Administrateur	12/04/2019	31/12/2022

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Pascale MOREAU, Administrateur

MOREAU PASCALE			
MANDATS EN COURS			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
FRANFINANCE	Administrateur	11/04/2018	31/12/2021
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	Administrateur	06/12/2019	31/12/2019
TETRACORDES	Directeur général	25/05/2019	illimité

Andreea PARNECI, Administrateur

PARNECI ANDREEA			
REPRÉSENTATIONS EN COURS DE MANDATS DÉTENUS			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Nomination**	**Échéance**
FRANFINANCE	Représentant de SG FINANCIAL SERVICES HOLDING, Administrateur	11/04/2018	31/12/2021

Anne PENET-GROBON, Administrateur

PENET-GROBON ANNE			
MANDATS EN COURS			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echeance**
FRANFINANCE	Administrateur	06/04/2017	21/12/2020
DIRECTION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echeance**
FRANPART	Président	21/09/2018	Illimité
SG CAPITAL DÉVELOPPEMENT	Président	21/09/2018	Illimité

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAPITAL PARTENAIRES	Président	21/09/2018	Illimité
SOCIETE GENERALE CAPITAL FINANCE	Président	21/09/2018	Illimité
REPRÉSENTATIONS EN COURS DE MANDATS DÉTENUS			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Nomination**	**Échéance**
HDC	représentant de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAPITAL PARTENAIRES, Administrateur	21/09/2018	Fin du mandat le 28/01/2020
CONSEIL DE SURVEILLANCE			
Société	**Fonction**	**Nomination**	**Échéance**
LULU DANS MA RUE	représentant de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAPITAL PARTENAIRES, Membre du conseil de surveillance	21/09/2018	21/09/2020

Odile de SAIVRE, Administrateur

DE SAIVRE ODILE			
MANDATS EN COURS			
ALLEMAGNE			
GÉRANCE			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
SG EQUIPMENT FINANCE GMBH	Gérant non associé	19/09/2018	Illimité
SG EQUIPMENT FINANCE INTERNATIONAL GMBH	Gérant non associé	04/04/2018	Fin du mandat le 25/07/2019 (fusion de la filiale avec SGEF GMBH)
ESPAGNE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
SG EQUIPMENT FINANCE IBERIA, E.F.C, S.A.	Administrateur et Président	29/06/2018	28/06/2022
ETATS-UNIS D'AMERIQUE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
SG EQUIPMENT FINANCE USA CORP.	Administrateur	16/10/2017	Illimité
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
FRANFINANCE	Administrateur	04/10/2017 renouvelé le 28/05/2019	31/12/2022
DIRECTION GÉNÉRALE			

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Société	Fonction	Prise d'effet	Echéance
SGEF SA	Directeur Général Délégué	03/07/2017	31/12/2020
ITALIE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
SG LEASING SPA	Administrateur	26/09/2017 renouvelé le 7/05/2019	31/12/2019
	Président	26/09/2017	31/12/2018
FRAER LEASING SPA	Administrateur	29/09/2017 Renouvelé le 13/04/2018	31/12/2020
	Président		31/12/2020
SG EQUIPMENT FINANCE ITALY S.P.A.	Administrateur	01/09/2017	31/12/2019
	Président	01/09/2017	31/12/2019
RUSSIE			
CONSEIL			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
PJSC ROSBANK	Membre	21/06/2019	30/06/2020

Eric DELARUE, Administrateur

DELARUE ERIC			
MANDATS EXERCÉS			
FRANCE			
CONSEIL D'ADMINISTRATION			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
FRANFINANCE	Administrateur	10/10/2018	31/12/2021
ALLEMAGNE			
Société	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Echéance**
HANSEATIC BANK GMBH & Co KG	Membre du Conseil de surveillance	29/10/2009 renouvelé le 15/05/2019	31/12/2023
ALD LEASE FINANZ GMBH	Membre du Conseil de surveillance	26/11/2009 renouvelé le 26/05/2015	31/12/2019
BANK DEUTSCHES KRAFTFAHRZEUGGEWERBE GMBH	Membre du Conseil de surveillance	16/12/2009 renouvelé le 07/06/2017	31/12/2021

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

Conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % d'une société et, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales

Une convention de distribution et de gestion des crédits à la consommation a été conclue le 20/07/2018. Cette convention vient compléter et remplacer pour une partie les protocoles et avenants Expresso et Alterna conclus antérieurement.
Les personnes concernées par cette Convention sont Frédéric Jacob-Peron et Julien Ochonisky.

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires pour les augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du code de commerce, et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice

NEANT

Choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce

La direction générale de la société est assumée par une personne physique distincte du Président du conseil d'administration. Le Directeur général est nommé par le conseil d'administration.

16 - EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31/12/2019

L'épidémie de Coronavirus n'a pas impacté la clôture des comptes de la société et ne sont pas de nature à nécessiter un ajustement des comptes.

En date du 25 mars 2020, FRANFINANCE a acquis auprès de la Banque Française Mutualiste pour le prix de 24 910 K€., la totalité des titres de la société ITL, société spécialisée dans la location d'équipements sur les secteurs du médical, de l'environnement et de l'industrie. ITL a par ailleurs développé la plate-forme digitale Liz&med, une place de marché innovante vouée à la location d'équipements aux professionnels de santé.

17 - PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour 2020, l'épidémie de Covid-19 risque d'impacter l'activité de Franfinance sans qu'il soit possible d'estimer les conséquences sur les encours avec une visibilité suffisante.
Dans ce contexte difficile, le maintien du niveau des marges à la production et la maitrise du risque constituent un enjeu majeur.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

a) Capital social	31 337 776	31 337 776	31 337 776	31 337 776	31 337 776
b) Nombre d'actions émises	1 959 861	1 959 861	1 959 861	1 959 861	1 959 861
c) Nombre d'obligations converties en action	0	0			
II OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (en K euro)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	732 663	701 329	666 411	642 775	635 209
b) Résultat avant impôts, amortissements et reprises de provisions	204 377	183 519	180 703	206 418	173 480
c) Impôts sur les bénéfices	11 413	10 166	15 759	8 086	6 515
d) Résultat après impôts, amortissements et provisions	50 178	56 564	47 422	50 753	38 218
e) Montant des bénéfices distribués	48 997	54 876	47 037	48 997	37 237
III RESULTATS PAR ACTION (en euro)					
a) Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	110,10	98,83	100,24	109,45	91,84
b) Résultat après impôts, amortissements et provisions	25,60	28,86	24,20	25,90	19,50
c) Dividende versé à chaque action	25,00	28,00	24,00	25,00	19,00
IV PERSONNEL					
a) effectif moyen des salariés	1 004	982	970	996	992
b) Montant de la masse salariale (en K euro)	39 584	39 944	40 357	39 439	40 282
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (en K euro)	23 388	23 158	21 866	22 339	24 311

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

COMPAGNIE FINANCIERE DE BOURBON SA 32 bis rue Claude Chappe BP379 97829 Le port La Réunion	3 450	1 704	100,00%	5 518	5 518	0	0	4 352 562	1 391	1 403	
SCI AUXIMMO 53 Rue du Port CS 90201 92724 NANTERRE CEDEX	1 591	55	99,81%	1 614	1 614	0	0	134	204	0	
FRANFINANCE LOCATION SASU 53 Rue du Port CS 90201 92724 NANTERRE CEDEX	23 088	269 208	100,00%	224 357	224 357	0	0	650 193 631	9 018	0	
SOLOCVI SASU 53 Rue du Port CS 90201 92724 NANTERRE CEDEX	3 000	819	100,00%	3 801	3 801	0	0	0	108	100	
SAGEMCOM LEASE SASU 53 Rue du Port CS 90201 92724 NANTERRE CEDEX	4 960	11 884	100,00%	2 006	2 006	0	0	293 677	452	1 040	
FENWICK LEASE SAS 53 Rue du Port CS 90201 92724 NANTERRE CEDEX	5 100	67 333	100,00%	10 311	10 311	0	0	160 825 539	1 590	0	
KHADAMET S.A. (1) 70 Avenue Mohamed V 1002 TUNIS	226	(283)	89,00%	2 693	0	0	0	-	(2)	0	
CFC SERVICES SASU 53 Rue du Port CS 90201 92724 NANTERRE CEDEX	1 780	-797	100,00%	3 636	903	0	0	1 756 911	207	0	
CEGELEASE rue de la Zanim 59160 Capinghem	10 000	10 817	100,00%	57 289	57 289	0	0	225 818 495	5 611	5 605	
EUROFARMAT rue de la Zanim 59160 Capinghem	37	54	100,00%	211	211	0	0	895 377	45	0	
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)											
SOGEFINANCEMENT SA 53 Rue du Port CS 90201 92724 NANTERRE CEDEX	2 820	130 937	20,00%	537	537	0	0	293 745 654	113 899	11 245	
TASSHIL S.A. (1) (2) 68, Avenue Farhat Hached 1001 TUNIS	81		34,98%	369	0	0	0	0	0	0	

(1) les montants présentés sont ceux au 31/12/2013

(2) En cours de liquidation

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406

SGEF SA 17 Cours Valmy 92800 PUTEAUX			NS	NS	NS	0	0	NS	NS	NS	
b.Filiales étrangères											
ISTIKLASS S.A. (1) 70 Avenue Mohamed V - 2ème Etg 1002 - TUNIS BELVEDERE En cours de liquidation	136	(131)	49,00%	91	0	0	0	0	(6)	0	

(1) les montants présentés sont ceux au 31/12/2013

Copie certifiée conforme
YA / 09/07/2020 14:15:55
N° de dépôt - 2020/19356 / 719807406